



La Presse

cyberpresse.ca

Tiger se dit vulnérable

Cahier Sports, page S6

L'armée à 30 ans

Cahier Actuel, page B1



MONTRÉAL | MERCREDI 17 JUILLET 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 262 > 76 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

L'hémorragie se poursuit

> Le président de la Fed tente de se faire rassurant

> Le marché boursier canadien fait bande à part

STÉPHANIE GRAMMOND

Pas plus que les récents discours du président George W. Bush, le discours du président de la Réserve fédérale des États-Unis, Alan Greenspan, n'a permis hier de stopper l'hémorragie sur les marchés boursiers américains, qui ont encaissé leur septième journée de baisse.

Sur un ton plutôt optimiste, Alan Greenspan a dressé son bilan semestriel de l'économie américaine, devant un comité du Sénat. Le patron de la Fed a confirmé que la reprise économique, amorcée en mars dernier aux États-Unis, se concrétise de plus en plus. Il a d'ailleurs relevé ses prévisions de croissance pour 2002 jusqu'à 3,75 %, par rapport à des attentes de seulement 2,5 % à 3 % en début d'année.

M. Greenspan n'a cependant pas caché que la possibilité de nouvelles révélations de malversations comptables puisse affecter les marchés boursiers et la confiance des consommateurs.

Les marchés boursiers qui avaient ouvert en forte baisse, hier matin, se sont redressés en matinée durant le discours de M. Greenspan.



PHOTO Reuters

Comparaissant hier devant la commission bancaire du Sénat, le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a tenté avec force gestes de rassurer les marchés sur la bonne santé de l'économie américaine.

Voir HÉMORRAGIE en A2

> Le patron de la Fed met ses lunettes roses, à lire en page D1

> L'atterrissage en douceur: une analyse de Frédéric Wagnière, à lire en page D5

> Des extraits du témoignage du président de la Réserve fédérale devant le Sénat, à lire en page A17

cyberpresse.ca Suivez l'évolution tourmentée des marchés

d'heure en heure: www.cyberpresse.ca/economie

Les « ex-Expos » brandissent la menace d'une injonction

ALEXANDRE PRATT

LES ANCIENS partenaires locaux des Expos menacent de déposer une demande d'injonction afin d'empêcher le baseball majeur de vendre, de transférer ou d'éliminer la franchise montréalaise, ce qui a fait renaître hier l'espoir de la survie de l'équipe au Stade olympique.

« Il s'agit d'une procédure de dernier recours que nous étudions sérieusement », a dit hier l'un des avocats du consortium, James Quinn. Quelques heures plus tôt, il avait déposé au nom de ses clients

une poursuite de 100 millions US contre l'ancien propriétaire des Expos, Jeffrey Loria, le beau-fils de celui-ci, David Samson, le commissaire du baseball Bud Selig et son lieutenant, Robert DuPuy, tous accusés de fraude en vertu de la loi

américaine anticorruption. La poursuite fait état d'une injonction, mais les investisseurs canadiens préfèrent garder cette arme pour un moment plus opportun, par exemple si le baseball majeur décidait de dissoudre l'équipe.

> Des extraits de la poursuite des anciens propriétaires minoritaires des Expos, à lire en page E2

Voir INJONCTION en A2

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Fumer de la mari ne sera plus un crime. Ça va faire augmenter les ventes des albums d'Harmonium !

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C8	La Presse Affaires	D1-D12
- Juste pour rire	C2, C3	Loteries	A2, A5
- télévision	C4	Monde	A12-A16
Bandes dessinées	D18	Mots croisés	D18, S10
Bridge	C5	Mot mystère	D18
Décès	D16, D17	Petites annonces	D13
Éditorial	A17	- immobilier	D13, D14
Êtes-vous observateur?	D13	- marchandises	D14
Feuilleton	D18	- emplois	D14, D15
Horoscope	D16	- automobile	D15, D16
		- affaires	D6

MÉTÉO Voir S16

Averses dispersées Maximum 29 > minimum 15



Le débat est lancé



RICHARD HÉTU LA PRESSE À NEW YORK

Spectaculaire. Voilà un mot que personne n'a prononcé à New York après le dévoilement, hier matin, de six propositions pour la reconstruction du World Trade Center, le chantier le plus prestigieux du monde.

Chaque plan a un nom: Memorial Plaza, Memorial Square, Memorial Triangle, Memorial Garden, Memorial Park, Memorial Promenade. Aucun d'eux n'envisage une tour qui pousserait les gens à crier au meurtre ou au génie. Aucun d'eux ne propose de bâtir un gratte-ciel de plus de 72 étages, alors que les tours jumelles en avaient 110.

Chaque plan contient l'engagement de construire un monument commémoratif pour les victimes des attentats du 11 septembre, qui pourrait couvrir d'un tiers du terrain jusqu'aux deux tiers. Chaque plan promet de rétablir les 11 millions de pieds carrés de locaux commerciaux perdus.

Les propositions ont été présen-

tées au cours d'une conférence de presse par le cabinet Beyer, Blinder, Belle, qui s'est fait un nom à New York en travaillant sur des projets comme la réfection de la gare de Grand Central, le Musée national de l'Immigration à Ellis Island ou le Rockefeller Center. Ses ennemis surnomment le cabinet « Blah, Blah, Blah », ce qui est sans doute injuste.

« Ceci est le point de départ d'un dialogue », a déclaré Matthew Higgins, porte-parole de l'agence responsable de la reconstruction (Lower Manhattan Development Corporation). « La prochaine étape consiste à provoquer un débat public. »

S'agira-t-il d'un débat bidon ou bétonné? Les responsables de la reconstruction promettent de prendre en considération l'opinion de chaque New-Yorkais. À 14 h hier, ils ont ouvert un site Internet (renew-nyc.com), qui permet aux gens de voir les propositions et de dire ce qu'ils en pensent. Les citoyens du monde pourront aussi donner leur avis.

Samedi, les responsables tiendront un grand débat public au Javits Center, centre des congrès de Manhattan. Ils attendent plus de 5000 personnes. Et, à compter de mercredi prochain, ils permettront aux citoyens et aux touristes de voir en personne les maquettes des six propositions, qui seront exposées au Federal Hall, édifice historique sis au 28 Wall Street.

En septembre, trois projets seront éliminés. À la fin de l'année, un projet sera retenu.

Voir DÉBAT en A2

Prêt pour l'automne

Après deux semaines d'absence du Parlement, le premier ministre Jean Chrétien a convoqué hier une réunion de son Conseil des ministres à l'issue de laquelle il a annoncé qu'il songeait sérieusement à recadrer l'action de son gouvernement à l'occasion d'un discours du Trône automnal, soit deux ans après sa troisième victoire électorale de novembre 2000. Au sujet du conflit qui l'oppose à son ancien ministre des Finances Paul Martin, le premier ministre a voulu détourner l'attention de cette guerre intestine en réaffirmant que son gouvernement fonctionnait à pleine vapeur. « Je me concentre à faire le travail pour lequel j'ai été élu », a-t-il dit

Voir nos informations en A4

Le Vieux-Québec à pied!

1.877.999.9620

Le Vieux-Québec à pied!



Hôtel Château Bellevue 16, rue de la Porte ★★★



Hôtel Château Laurier 1220, Place George-V Ouest ★★★★★



Hôtel Manoir Lafayette 661, Grande Allée Est ★★★

STATIONNEMENT GRATUIT

WWW.VIEUXQUEBEC.COM

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



L'Omnium britannique

Question: y a-t-il quelqu'un, parmi ses adversaires golfeurs professionnels, capable d'arrêter Tiger Woods dans sa marche triomphante? Michel Blanchard est au Royaume-Uni pour l'Omnium britannique où s'affrontent cette semaine les meilleurs golfeurs de la planète.

À lire demain dans le cahier Sports

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Le Québec vieillit
cyberpresse.ca/recensement

> La 10^e étape en direct
cyberpresse.ca/tourdefrance

> En route vers les Journées mondiales de la jeunesse
cyberpresse.ca/jmj

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



STÉPHANIE BÉRUBÉ

> Juste pour rire

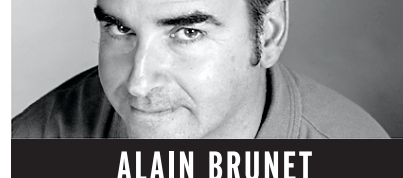
Notre reporter a rencontré Gino, le fakir de Rimouski. Saignant!



ISABELLE MASSÉ

> Cinéma

Un autre « sequel » pour l'été, cette fois avec le retour de Stuart Little, vendredi.



ALAIN BRUNET

> FrancoFolies

Henri Salvador s'en vient à Montréal et Alain Brunet a fait une entrevue avec lui.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10 h à minuit Dim: 10 h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum		(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12191-1518

LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: 5-2-3 > À quatre chiffres: 1-0-0-7

SUITES DE LA UNE

HÉMORRAGIE

Suite de la page A1

Mais le répit a été de courte durée. Les cours ont piqué du nez une heure avant la clôture des marchés, notamment à cause des craintes face aux résultats du géant des semi-conducteurs Intel Corp. Après la fermeture des parquets, la société a effectivement dévoilé des résultats décevants pour le deuxième trimestre ainsi que 4000 mises à pied.

Bref, le bilan de fin de journée a encore été lourd, à Wall Street. La moyenne industrielle Dow Jones, formée des 30 *Blue Chips* de la Bourse de New York, a perdu encore 1,9 %. Le Dow a clôturé à 8473,11, en baisse de 166,08 points. C'était la première fois, depuis la mi-septembre, que le Dow affichait sept journées négatives de suite.

Le S&P 500, qui regroupe les 500 plus grandes sociétés américaines, a flanché de 1,85 %. L'indice a échoué à 900,94 points, ce qui constitue son cours de clôture le plus faible depuis août 1997. Le secteur des produits de consommation a été responsable de presque la moitié de la baisse.

« Je considère que le marché est survendu », a dit Vincent Delisle, stratège de Valeurs mobilières Desjardins. À preuve, il souligne que le rendement du S&P 500 au cours des 13 dernières semaines (un indicateur suivi) a été de -20 %. Un recul aussi prononcé se produit rarement. Cela est survenu après les attaques terroristes (-21 %),

lors de la crise asiatique (-15 %), au début des années 1990 (-20 %) et au moment du krach de 1987 (-27 %).

Autre victime de la crise de confiance vis-à-vis des sociétés américaines: le dollar, qui a encore été secoué hier. Face au yen, le billet vert a perdu 14 % en 2002, et il se trouve à son plancher des 17 derniers mois. Face à l'euro, le dollar US est en baisse de 15 %, depuis le début de l'année, et il est de retour au niveau de janvier 2000.

En fait, seul le marché boursier canadien a réussi à faire bande à part, hier. L'indice S&P/TSX de la Bourse de Toronto a repris 0,27 %, pour terminer la journée à 6695,66

points, mettant un terme à six jours de baisse.

Cette performance élargit un peu plus l'écart de rendement entre le Canada et les États-Unis depuis le début de l'année. La Bourse américaine a dégringolé de 22 %, beaucoup plus que la Bourse canadienne.

Cela s'explique par le fait que l'évaluation des titres canadiens, même des grandes sociétés, n'a jamais été aussi élevée qu'aux États-Unis, a commenté Steven Wippersteg, gestionnaire de portefeuille pour Strategic Nova, cité par l'agence Bloomberg. « En plus, nous n'avons pas été touchés par des scandales comptables ici... Touchons du bois », a-t-il ajouté.

INJONCTION

Suite de la page A1

« L'injonction nous permettrait tout simplement de protéger un bien (les Expos) qui a encore une valeur importante », a expliqué le nouveau porte-parole des investisseurs canadiens, l'avocat Sam Minzberg, proche de Bronfman, qui a travaillé en coulisses pour faire tomber le grand patron de Vivendi Universal, Jean-Marie Messier.

Et s'il remportait sa cause, le consortium serait-il intéressé à gérer de nouveau les Expos? Rien n'est moins certain, même si, dans sa poursuite, il exige la création

d'une fiducie judiciaire qui pourrait lui permettre de reprendre en main la destinée de l'équipe.

Au-delà de cette possible injonction, qui permettrait au groupe de redorer son blason auprès des partisans des Expos, il y a surtout beaucoup d'argent en jeu. Alléguant que Jeffrey Loria et Bud Selig ont conspiré pour dévaluer leur part dans l'équipe en leur mentant, en leur cachant des faits et en les forçant à prendre des décisions précipitées, les anciens actionnaires réclament 100 millions US pour les dommages causés, une somme qui

pourrait tripler selon les règlements de la loi anticorruption. Ils souhaitent également obtenir des indemnités compensatoires, à déterminer pendant le procès, et le paiement des frais d'avocats, qui s'élèvent à plusieurs millions de dollars dans des causes semblables.

L'ancien leader du groupe, Jacques Ménard, n'était pas disponible hier pour commenter. Du côté des accusés, la réponse est venue de Robert DuPuy, qui a ridiculisé la poursuite en la qualifiant de frivole. « Elle n'est basée sur aucun fait ni loi. Nous entendons nous

défendre vigoureusement et nous demanderons des sanctions contre les responsables de ces accusations sans fondement. »

« Il ne faudrait pas être surpris si le baseball majeur poursuivait à son tour les partenaires », a dit l'ancien président des Expos, Claude Brochu. Ce commentaire a été le seul de sa part: il préfère se tenir loin du débat puisqu'il pourrait être appelé à témoigner.

Les plaignants sont BCE, BMO Nesbitt Burns, Cascades, Esarbee Investments (Stephen Bronfman), Fairmont Canadian Resorts and

Hotels, la Fédération des caisses populaires Desjardins, le Fonds de solidarité de la FTQ, Freemark Holdings, Loblaw's, Provigo, M & S Sports, Télémedia Communications ainsi que deux sociétés à numéro, représentées par Paul Delage Roberge et Jean Coutu. Autrefois copropriétaires de 76 % des Expos, ils ont vu leur part diluée à seulement 6 % à la suite d'une série d'appels de capitaux. Ils possèdent aujourd'hui, contre leur gré, une part équivalente dans la nouvelle équipe de Jeffrey Loria, les Marlins de la Floride.

DÉBAT

Suite de la page A1

Mais que veut le public? Selon un sondage publié dimanche dernier dans le *New York Post*, la moitié des New-Yorkais souhaitent la reconstruction des tours jumelles, pour montrer que leur ville reste intraitable.

Le tabloïd a interrogé plusieurs de ces New-Yorkais, dont Joe Torre, gérant des Yankees. Né à Brooklyn, ce fils d'immigrants italiens a dit: « Je voudrais voir les tours de nouveau en l'air, entourées d'un parc qui servirait de monument commémoratif. À mon avis, il faut reconstruire à la même place pour montrer que nous ne laisserons pas les autres changer ce que nous faisons. »

Parmi les opposants à la reconstruction exacte du World Trade Center, il y a ceux qui veulent des tours encore plus hautes!

Les New-Yorkais semblent vouloir quelque chose de spectaculaire.

En mai dernier, lors de la première audience publique sur l'avenir du terrain devenu vacant du World Trade Center, plusieurs d'entre eux avaient déjà exprimé avec force l'idée de reconstruire des tours de 100 étages et plus.

Disons qu'ils seront déçus par les ébauches de Beyer, Blinder, Belle. Hier encore, les responsables de la reconstruction ont réitéré leur opposition aux idées de grandeur, invoquant la situation économique, qui ne serait pas propice aux gratte-ciel spectaculaires.

Mais si le public insiste? On verra bien alors si le débat est bidon ou bétonné. Pour l'heure, notons seulement que le spectaculaire en architecture ne se limite pas à la hauteur. Plusieurs New-Yorkais rêvent d'un projet qui serait avant tout original, qui illustrerait la créativité humaine par opposition à la destruction.

Mais le cabinet Beyer, Blinder, Belle, reconnu surtout pour ses restaurations, est-il capable d'originalité et de créativité?

■ ■ ■

Il faut s'attendre à ce que le débat, bidon ou bétonné, soit ponctué de critiques, de controverses et de gaffes. Déjà, le maire de New York, Michael Bloomberg, s'est mis à dos plusieurs familles de victimes en disant que le monument commémoratif ne devait pas être trop grand. C'est surtout sa façon d'exprimer cette idée qui a fait bondir les parents.

« Les gens qui vivent à Battery Park City ne veulent pas vivre dans un monument commémoratif, et nous devons les comprendre », a déclaré Bloomberg, le mois dernier, lors d'un discours devant la chambre de commerce. « Les gens qui loueront un appartement ou un local commercial dans les immeubles

que nous construirons ne doivent pas avoir l'impression de se trouver dans un cimetière. »

Malgré son manque de diplomatie ou de compassion, le maire de New York insistera pour jouer un rôle important dans le choix d'un projet final. Le fondateur de Bloomberg L.P. est un ingénieur de formation. Il a contribué au design du quartier général de son empire, en plein cœur de Manhattan. Samedi dernier, après avoir vu les six propositions, il n'a pas semblé impressionné.

« C'est un point de départ », a-t-il dit.

Le maire de New York n'aura cependant pas le dernier mot. En effet, le gouverneur de New York, George Pataki, est celui qui possède le plus de pouvoir dans le dossier. Ses représentants dominent l'agence responsable de la reconstruction, de même que l'Autorité portuaire de New York et du

New Jersey (propriétaire du terrain).

Pataki vient de Peekskill, une bourgade située au nord de New York, où il vit dans une ferme. Gouverneur populaire, il n'est pas reconnu pour son audace. À quelques mois de l'échéance électorale de novembre, il ne voudra froisser personne, surtout pas les familles de victimes, à qui il a promis de ne rien bâtir sur les empreintes des tours jumelles.

Et pourtant, deux des propositions dévoilées hier vont à l'encontre de la promesse de Pataki. Il s'agit des cinquième et sixième propositions, appelées Memorial Park et Memorial Promenade, qui sont peut-être les plus originales du lot.

S'agira-t-il d'un débat bidon ou bétonné? Le débat est certainement lancé. Et tout le monde pourra donner son opinion, et tout le monde sera écouté, peut-être.

Bad Boys Précision

LA LÉGENDE qui accompagnait la photo de la page A22 de notre numéro de samedi dernier était erronée.

Il s'agissait d'une photo du réalisateur Isaac Isitan, qui a tourné *Gangs, La loi de la rue*, un documentaire sur le gang de rue Bad Boys, accompagné de deux jeunes alors membres des Bad Boys, photographiés de dos.

La Presse regrette cette erreur.



« Et l'inverse est aussi vrai pour des pays plus jeunes comme les États-Unis, qui se distinguent des pays développés par leur taux de fécondité de deux enfants. »

On compte maintenant 7,3 millions de Canadiens âgés de 45 à 64 ans, soit une hausse de 36 % par rapport à il y a 10 ans. Les gens de cette catégorie d'âge représentent maintenant environ le quart de la population, comparativement à seulement 20 % en 1991. On estime qu'ils en constitueront près du tiers en 2011.

Le nombre de Canadiens âgés de 80 ans et plus a augmenté de 41 % pour atteindre 932 000 entre 1991 et 2001, et devrait encore gagner 43 % au cours de la prochaine décennie pour atteindre 1,3 million.

Si le Canada vieillit dans son ensemble, le Québec y est certes pour quelques chose. Ex aequo avec la Nouvelle-Écosse, il se retrouve à la

tête du palmarès avec un âge médian de 38,8 ans. Selon le démographe François Nault, le Québec fait figure d'ainé à cause de son faible taux de fécondité, qui a atteint un minimum record de 1,4 enfant en 1996.

Le départ des immigrants au Canada nous fait particulièrement mal. « Le Québec perd énormément d'immigrants au profit des autres provinces, croit-il. De 10 000 à 12 000 personnes par année s'exilent vers les autres provinces. Bien souvent, ce sont des jeunes qui auront leurs enfants ailleurs. »

Au Québec, c'est la ville de Trois-Rivières qui compte le plus grand nombre de personnes âgées au Canada, détrônant Victoria, en Colombie-Britannique, qui arrivait au premier rang lors du précédent recensement. Pourquoi ce dépassement fulgurant de Trois-Rivières sur sa rivale, qui avait la réputation

d'attirer les retraités? « Encore une fois, Trois-Rivières vieillit parce qu'elle perd ses jeunes, qui préfèrent s'exiler », soutient François Nault.

Au Canada, les femmes sont toujours plus nombreuses que les hommes, dans un rapport de 96 hommes pour 100 femmes, alors que celui-ci est de 105 garçons pour 100 filles à la naissance.

L'écart entre les femmes et les hommes âgés de 65 ans et plus tend toutefois à diminuer puisqu'on compte maintenant 75 hommes pour 100 femmes dans cette catégorie d'âge, une hausse par rapport à 1991, où il y avait 72 hommes pour 100 femmes.

Si les hommes vivent plus vieux que jamais, c'est qu'ils résistent mieux aux maladies cardio-vasculaires, croit Robert Bourbeau, démographe à l'Université de Montréal. « En revanche, certaines

causes de décès touchent davantage les femmes, notamment celles liées au tabac, ce qui fait que l'espérance de vie des femmes progresse moins vite. »

Le nombre de femmes centenaires demeure toujours plus élevé que celui des hommes. Sur un total de 3795 personnes âgées de 100 ans et plus, Statistique Canada a dénombré 3055 femmes pour 740 hommes, soit un rapport de quatre femmes pour un homme. Le Québec accueillerait 21 % des personnes centenaires du Canada, et l'Ontario, 36 %.

Au Québec et même dans tout le Canada, c'est à Saint-Lambert, au sud de Montréal, que l'on trouve la plus forte proportion de femmes par rapport aux hommes, dans une proportion de 100 pour 79, un rapport tout à fait à l'opposé des 112,8 hommes pour 100 femmes à Sainte-Anne-de-Bellevue.

ACTUALITÉS

Un quartier toujours en état de choc

HUGO DUMAS

TORONTO — Les petits commerces sont alignés, rue Bathurst, entre les avenues Dell et Lawrence, là où une bonne partie de la communauté juive de ce quartier du nord-ouest de Toronto fait ses courses depuis des années.

Difficile de ne pas remarquer que ce secteur relativement tranquille est fréquenté par des juifs hassidiques. Sous un soleil de plomb, des hommes se baladent coiffés de chapeaux noirs et vêtus d'habits foncés, des femmes portent de longs manteaux et des jupes qui tombent aux chevilles. Et plusieurs établissements affichent en hébreu, dont la pizzeria casher King David, à l'extérieur de laquelle David Rosenzweig, un juif hassidique de 49 ans, a été mortellement poignardé le dernier week-end.

Sur le trottoir, Yitzhak Brown, 51 ans, ne peut détourner les yeux des nombreux bouquets de fleurs, des messages de réconfort et des dizaines de lampions qui brûlent à l'endroit précis où M. Rosenzweig, un comptable père de six enfants âgés de 8 à 24 ans, a été attaqué. Sur un poteau de téléphone, une pancarte jaune a été collée : « Pourquoi ? ».

« C'est évident que c'est un crime haineux, soutient M. Brown, dont le fils a été témoin du meurtre. Tu ne viens pas armé, en pleine nuit, dans un quartier juif sans arrière-pensée. Je pense que les policiers de Toronto veulent montrer que la ville n'est pas, en apparence, antisémite, afin de ne pas entacher la visite du pape la semaine prochaine. »

Dans le quartier, la majorité des gens interviewés par *La Presse* croient que David Rosenzweig a été tué en raison de sa religion. La police de Toronto, elle, soutient ne pas avoir recolté assez de preuves pour dire qu'il s'agit bel et bien d'un crime motivé par la haine envers les juifs.

« C'est un quartier de juifs orthodoxes ici. On ne vient pas ici pour acheter de la drogue, franchement. Quand tu viens ici, tu sais ce que tu vas trouver. C'est tellement évident, surtout si tu as un couteau. Les policiers refusent de voir ce qui est si évident », tranche Mandy Kadaner, rencontrée hier à la boucherie Perl's Meat and Deli, située en face de la pizzeria King David.

« Ceux qui ont fait ça sont des racistes et des néonazis », tonne Shura Karlinsky, employée de cette même boucherie logeant dans la Toronto's Kosher Plaza, un petit centre commercial qui rassemble une grappe de commerces juifs.

Quelques portes plus loin, au restaurant Haymishé Bagel Soup, Attie Alroya était furieuse. « J'aimerais mieux voir le tueur mort », dit-elle sèchement.

Dans un salon de coiffure voisin de la pizzeria King David, le propriétaire, John Caciola, s'est aussi dit choqué. « C'est un quar-



La pizzeria casher King David, à l'extérieur de laquelle David Rosenzweig a été mortellement poignardé.

tier très conservateur ici, je le sais, j'y travaille depuis 35 ans. Les résidents ne font pas de mal à personne, ils ne se mélangent pas vraiment aux autres et sont très très discrets », explique le barbier, dont 90 % de la clientèle est juive.

La victime (M. Rosenzweig) a été « choisie parce qu'elle était facilement identifiable en

tant que juive », ajoute une porte-parole de B'nai B'rith à Toronto, Ruth Klein. Selon elle, l'assassinat du père de famille est un crime haineux et si la police ne le confirme pas, c'est tout simplement pour éviter de créer un climat de panique. La nuit du meurtre, David Rosenzweig portait une kippa, un costume foncé et sa barbe était fournie, des signes évidents de son appartenance reli-

gieuse, souligne M^{me} Klein.

Le Congrès juif du Canada s'est réjoui hier de la vitesse à laquelle les policiers ont attrapé le présumé meurtrier, Christopher McBride, 20 ans. « Plusieurs personnes ne peuvent s'empêcher de penser que l'homme a été tué parce qu'il était juif, mais nous devons attendre les conclusions des policiers avant de dire s'il s'agit d'un crime haineux ou non », note avec prudence le président du Congrès juif pour l'Ontario, le professeur Ed Morgan.

Après deux jours de cavale, McBride et sa copine, Mercedes Asante, 19 ans, ont été épinglés, lundi soir, dans un appartement de Rexdale, un quartier dur et violent du nord-ouest de Toronto. D'autres personnes ont aussi été arrêtées pendant l'opération policière pour avoir hébergé les fugitifs.

Le chef de la police de Toronto, Julian Fantino, a expliqué hier, en conférence de presse, que McBride, Asante et un autre complice s'étaient rendus dans le quartier juif après avoir été informés qu'ils pourraient y acheter de la marijuana. Constatant qu'on lui avait fourni de fausses indications, McBride est devenu agité, selon la police. Il s'est rendu à l'appartement d'un ami qui habitait non loin pour y emprunter un couteau d'une trentaine de centimètres. Armé, il est ensuite revenu, rue Bathurst, « pour causer des ennuis ».

En compagnie de son fils Ezra, 16 ans, David Rosenzweig attendait une dépanneuse à l'extérieur de la pizzeria King David. Il était 1 h 10 dans la nuit de samedi à dimanche. Les policiers soupçonnent McBride d'avoir, sans motif valable, planté son arme dans le dos de M. Rosenzweig, ce qui a sectionné son aorte. Les deux hommes n'ont échangé aucune parole avant l'attaque. La victime se serait donc trouvée au mauvais endroit, au mauvais moment, selon la police.

McBride, originaire d'Ottawa, est connu des policiers de Toronto pour plusieurs délits comme des agressions et des histoires de drogue. Il n'a pas d'adresse fixe connue. Il a brièvement comparu en cour hier pour répondre à une accusation de meurtre. McBride, vêtu d'habits de prisonnier, est demeuré silencieux et reviendra en cour le 8 août. La police scrute son passé afin de déterminer s'il est antisémite.

Dimanche, le chef de police Julian Fantino décrivait McBride comme un *skinhead* et laissait entendre que la haine envers les juifs pourrait être le motif du meurtre de M. Rosenzweig. Le chef Fantino a paru irrité hier quand des journalistes lui ont demandé s'il n'avait pas parlé trop rapidement. Il a répliqué que ses commentaires étaient « honnêtes et pertinents », étant donné les circonstances.

Selon le recensement de 1991, il y aurait 160 000 juifs dans la région de Toronto. Une estimation plus réaliste de la taille de la communauté juive torontoise se chiffrerait aujourd'hui à environ 180 000.



Des barbelés protègent désormais le cimetière juif Back River Memorial Gardens.

Un cimetière juif protégé par des barbelés

BRIGITTE SAINT-PIERRE

DES BARBELÉS fixés au sommet de clôtures protègent désormais le cimetière juif Back River Memorial Gardens, situé dans le quartier Ahuntsic, à Montréal.

« Des actes de vandalisme sont commis presque tous les ans. Il y a quelques années, une trentaine de monuments avaient été renversés et endommagés. Les vandales n'ont jamais été arrêtés. Des jeunes entrent aussi parfois le soir dans le cimetière et renforcent la sécurité. C'est dans ce cadre que les dirigeants du cimetière, forts de l'approbation de la Ville de Montréal, ont installé les barbelés. »

Depuis deux ou trois ans, des membres de la communauté juive amassent des fonds pour consolider des pierres tombales, embellir le cimetière et renforcer la sécurité. C'est dans ce cadre que les dirigeants du cimetière, forts de l'approbation de la Ville de Montréal, ont installé les barbelés.

Si Jay Aaron, responsable des travaux et ancien membre du comité d'administration du cimetière, affirme que la décision de poser des barbelés n'a pas causé de remous, Michel Lahaie dit avoir eu vent de débats au comité sur l'op-

portunité d'en poser. « Des gens craignent que des barbelés, ou même de hautes clôtures, rappellent trop l'image des camps de concentration. Finalement, cette solution a été retenue parce qu'elle était moins chère que les autres envisagées, comme d'entourer le cimetière de colonnes de pierre », a-t-il dit.

Cette analogie est aussi venue à l'esprit d'un résident du quartier, Michel Brunelle. Dans une lettre aux lecteurs publiée dans *La Presse* d'hier, M. Brunelle écrivait : « On a ajouté, au sommet de ladite clôture... des barbelés. L'horrible symbolique n'échappera à personne. Camp de concentration jusque dans l'éternité. Ce sont les néonazis, cette ignoble vermine, qui gagnent sur toute la ligne. »

Toutefois, selon M. Aaron et M. Lahaie, il est souvent difficile de savoir si des actes de vandalisme sont le fait de groupes antisémites. Ils affirment en outre que la communauté juive n'appréhende pas d'actes de profanation de pierres tombales à la suite de l'assassinat en fin de semaine d'un Juif à Toronto, un meurtre que d'aucuns croient motivé par l'antisémitisme.

Vers un « quatrième » et un « cinquième » âge ?

LISA-MARIE GERVAIS

APRÈS LE troisième âge, faut-il maintenant parler d'un quatrième, voire d'un cinquième âge ? Devant le vieillissement de la population confirmé par des données toutes fraîches du dernier recensement, tout indique que l'âge d'or n'est plus celui que l'on croyait.

« Pendant très longtemps, dans l'esprit des gens, les retraités étaient des personnes vieilles, en perte d'autonomie, rappelle Bertrand Desjardins, démographe à l'Université de Montréal. Les gens travaillaient jusqu'à un âge avancé, jusqu'à ce qu'ils puissent se payer une retraite. Ils étaient presque à l'antichambre de la mort. »

Selon lui, la situation a beaucoup changé aujourd'hui. « Comme l'espérance de vie augmente et les conditions de vie s'améliorent, on vit plus longtemps en forme, soutient-il. Les gens prennent leur retraite beaucoup plus tôt et veulent se payer un plus long moment de bonne vie, pour ainsi dire. »

D'où le nécessaire réajustement dans le concept de l'âge d'or. « Le troisième âge se décompose maintenant entre plusieurs âges dont le premier stade serait l'âge de retraite, celui où on est encore en



Irene Hopkins, une résidente de Winnipeg âgée de 105 ans, ne contribue guère à faire baisser l'âge médian au Canada, qui se situe à 37,6 ans.

bonne santé et le dernier, la vieillesse à proprement parler », ajoute-t-il.

Bien que l'arrivée massive des baby-boomers à l'âge de la retraite était prévisible, elle ne continue pas moins de provoquer une certaine panique. « Cette nouvelle classe de retraités fait peur parce qu'ils sont très nombreux, prétend le démographe Jacques Légaré. Pourtant, ils étaient tout aussi nom-

breux quand ils sont entrés à l'école. »

Des retraités nouveau genre

Selon lui, plutôt que d'en avoir peur, mieux vaut les comprendre et exploiter leur potentiel à bon escient. « Malheureusement, on laisse croire que les baby-boomers représentent un réel problème alors qu'ils peuvent avoir un effet vivifiant. En général, ce sont des gens en forme, qui ne sont pas démunis. Il faudra apprendre à profiter de leur disponibilité, de leur bonne santé et de leur richesse. »

Jacques Légaré ne cache cependant pas que la situation risque d'occasionner certains inconvénients, comme en fait déjà foi le difficile recrutement d'infirmières après la mise à la retraite de bon nombre d'entre elles.

Il rappelle que de toutes les provinces, c'est au Québec que l'on a connu la plus radicale fluctuation de fécondité.

N'empêche, selon les démographes, la situation se corrigera d'elle-même. « Les gens entrent de plus en plus tard sur le marché du travail et ne commencent que très tard à amasser de l'argent. Résultat : ils n'auront bientôt plus les moyens de laisser leur travail à 40 ans », conclut Jacques Légaré.

Âge médian* au Canada en 2001	
Canada (ensemble)	37,6
Québec	38,8
Nouvelle-Écosse	38,8
Nouveau-Brunswick	38,6
Colombie-Britannique	38,4
Terre-Neuve et Labrador	38,4
Île-du-Prince-Édouard	37,7
Ontario	37,2
Manitoba	36,8
Saskatchewan	36,7
Territoire du Yukon	36,1
Alberta	35,0
Territoires du Nord-Ouest	30,1
Nunavut	22,1

* L'âge médian représente le point qui sépare la population en deux: la moitié la plus vieille et la plus jeune.

Âge médian*, régions métropolitaines canadiennes en 2001	
Trois-Rivières	41,2
Victoria	41,0
Chicoutimie / Jonquière	39,8
Québec	39,5
Sherbrooke	38,1
Montréal	37,9
Vancouver	37,4
Winnipeg	37,3
Halifax	36,6
St. John's	36,3
Toronto	36,2
Regina	35,9
Edmonton	35,4

* L'âge médian représente le point qui sépare la population en deux: la moitié la plus vieille et la plus jeune.

Âge médian* dans le monde en 2001	
Japon	41,2
Italie	40,2
Allemagne	40,1
Québec	38,8
Royaume-Uni	37,7
France	37,6
Canada	37,6
Russie	36,9
États-Unis	35,5
Australie	35,2
Mexique	23,3
Monde (ensemble)	26,5
Pays les moins développés	18,1

* L'âge médian représente le point qui sépare la population en deux: la moitié la plus vieille et la plus jeune.

Chrétien songe à recadrer l'action du gouvernement

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien a indiqué hier qu'il réfléchissait à un nouveau discours du Trône à l'automne, peut-être en octobre lors de la visite au pays de la reine Élisabeth II.

Après deux semaines d'absence au Parlement, le premier ministre y a tenu hier une réunion de son cabinet à l'issue de laquelle il a annoncé qu'il songeait sérieusement à recadrer l'action de son gouvernement à l'occasion d'un discours du Trône automnal, soit deux ans après sa troisième victoire électorale de novembre 2000.

« Ce n'est pas impossible, a affirmé Jean Chrétien à l'issue de la rencontre avec ses ministres. Nous travaillons sur certains dossiers. À l'automne, nous serons en poste depuis deux ans. Certains croient qu'il serait mieux d'avoir un discours du Trône, d'autres pensent qu'il vaut mieux continuer à travailler sur notre programme actuel. Je déciderai de la question. Oui, c'est une possibilité. »

Agacé par le conflit qui l'oppose à son ancien ministre des Finances, Paul Martin, qui souhaite le renverser au moment du vote de confiance du congrès annuel du Parti libéral en février prochain, le premier ministre a voulu détourner l'attention de cette guerre intestine en réaffirmant hier que son gouvernement fonctionnait à pleine vapeur, qu'il mènera à bien le dossier sur la ratification du protocole de Kyoto, celui de la réforme électo-

rale et du financement des partis politiques, celui sur la bonne « gouvernance » chez les autochtones et celui de la santé, en particulier la réponse qu'Ottawa fera au futur rapport de la commission d'enquête Romanow.

« Le gouvernement fonctionne, a insisté Jean Chrétien, et je me concentre à faire le travail pour lequel j'ai été élu. »

Le premier ministre a de plus fait part de son inquiétude face aux ratés de l'économie américaine et aux multiples scandales qui entachent certaines grandes entreprises au coeur du système financier américain. « Nous sommes effrayés, a-t-il dit aux journalistes. Nous examinons quelles pourraient être les conséquences de cette situation pour notre économie. Nous voulons maintenir le cap ici. Nous sommes en position de surplus alors qu'ils sont (NDLR : les États-Unis) en position de déficit. » M. Chrétien s'est cependant fait rassurant en constatant que le Canada n'avait pas été affecté par la crise de confiance qui mine les investisseurs américains. « Espérons que ça va continuer comme ça », a-t-il conclu.

Mais en dépit de ses efforts, la rixe entre lui et Paul Martin a vite fait de le rattraper hier. Le premier ministre, interrogé sur la question, a nié catégoriquement qu'il vérifiait la liste des donateurs de ses rivaux ou des chefs des autres partis politiques pour ensuite « punir » ceux qui avaient contribué à leurs campagnes politiques. Il répondait ainsi directement pour la première

fois aux accusations en ce sens portées contre lui par M. Martin la semaine dernière. L'ancien ministre des Finances avait justifié son refus de dévoiler immédiatement le nom de ses donateurs en raison des représailles qu'ils risquaient d'encourir de la part du premier ministre. Il avait donné l'exemple de Raymond Garneau qui, après avoir signifié publiquement son appui à l'ancien grand argentier, apprenait que son mandat à la Banque du Canada ne serait pas renouvelé.

« Il y a eu cet incident à propos de Garneau, a commenté M. Chrétien, et vous avez reçu toutes les informations. Il est toujours un membre de la Banque du Canada. C'est la réalité. Son mandat expire en février. Je pense que (John) Manley a visé juste l'autre jour lorsqu'il a parlé de toutes ces listes de gens qui donnent aux conservateurs, au NPD, à l'Alliance, au Bloc. Je ne regarde jamais ces listes. Lorsque des gens donnent aux autres partis, je les félicite parce qu'ils contribuent à la démocratie. »

Le ministre des Finances actuel, John Manley, lui-même prêt à se lancer dans une course à la succession si M. Chrétien partait, a d'ailleurs épaulé son patron hier en qualifiant de « ridicules » les craintes de représailles exprimées par Paul Martin.

cyberpresse.ca Chrétien et la légalisation de la marijuana ; le débat sur la légalisation de la marijuana de fond en comble : www.cyberpresse.ca/marijuana



Photo CP
Le premier ministre Chrétien a tenu une réunion de son cabinet hier afin de planifier la session d'automne.

Le premier ministre n'a jamais essayé la « marijuana »

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Jean Chrétien a surpris les journalistes hier à la sortie d'une réunion de son cabinet lorsqu'il a déclaré que dans sa jeunesse, le mot « marijuana » n'existait pas et que c'est seulement plus tard qu'il a pu enrichir son vocabulaire du précieux terme espagnol.

« Il était trop tard pour moi pour l'essayer », a alors avoué un Jean Chrétien visiblement peu à l'aise avec ces questions. Des regrets, monsieur le premier ministre ?

Les journalistes ont alors demandé au chef du gouvernement s'il croyait personnellement que la possession de marijuana devrait être décriminalisée en partie, comme l'a laissé entendre ces jours-ci son ministre de la Justice, Martin Cauchon.

« Je ne connais pas ces choses », a fait Jean Chrétien « Le ministre de la Justice débat de la question en ce moment. C'est un débat qui a lieu depuis longtemps dans la société canadienne. Il y a un comité des Communes et un autre du Sénat qui examinent la question. »

Le premier ministre du Canada, né en 1933, n'a donc aucune opinion sur ce que devrait faire son gouvernement en regard de la consommation de marijuana ?

« Je ne fume pas la cigarette, a répondu Jean Chrétien. Et quand j'étais jeune, le mot marijuana n'existait pas. C'est longtemps plus tard que j'ai appris ce mot. Il était trop tard pour moi pour l'essayer. »

Le ministre de la Justice, Martin Cauchon, 30 ans plus jeune que son patron, a été moins avare de commentaires sur la question, admettant d'emblée hier qu'il avait déjà inhalé de la mari dans sa vie antérieure, c'est-à-dire avant d'entrer en politique. « Ma propre expérience, a-t-il dit, n'est pas suffisante pour dire si c'est dommageable ou pas. Mais j'ai 39 ans et j'ai été élu la première fois à 31 ans. Et oui, bien sûr, je l'ai essayé avant cela. »

Le ministre de la Justice a par ailleurs répété hier qu'il étudiait la possibilité d'amender la loi sur les drogues et d'être en quelque sorte moins dur pour les petits consommateurs de marijuana. « Y a-t-il une autre façon de faire pour être plus efficace sur cette question ? a-t-il demandé. Selon où l'on est au Canada, on applique pas toujours la loi. On peut peut-être en arriver à changer le système. Il serait par exemple possible de décriminaliser l'utilisation de marijuana, du moins sa possession simple, et de transférer cette offense dans la loi concernant les contraventions. Ce serait encore illégal, mais nous serions plus efficaces en tant que société sur cette question. »

C'est à l'automne qu'un comité du Sénat doit déposer son rapport sur les drogues au Canada. Le comité des Communes chargé de cette question suivra un peu plus tard.

SEARS

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU JEUDI 25 JUILLET 2002, SAUF AVIS CONTRAIRE

maintenant 879⁹⁸ pour le duo

LAVEUSE ET SÈCHEUSE KENMORE[®]
DE TRÈS GRANDE CAPACITÉ

Laveuse 2,45 pi³ à 8 cycles.
Agitateur Dual-Action[®].

N° 12502. Rég. Sears 599,99. **479,99**

Sècheuse 5,9 pi³ à tambour
en acier inoxydable.

N° 63512. Rég. Sears 499,99. **399,99**

Prix en vigueur jusqu'au samedi 20 juillet 2002



maintenant 779⁹⁹

LE PLUS BAS PRIX DE LA SAISON! RÉFRIGÉRATEUR
KENMORE DE 18,1 PI³ À CONGÉLATEUR EN HAUT

Porte réfrigérée. 1 tablette et 2 demi-tablettes en verre
réglables, en porte-à-faux. N° 64812. Rég. Sears 949,99.

Prix en vigueur jusqu'au samedi 20 juillet 2002



Vente d'entrepôt

Kenmore [®]/MD



maintenant 599⁹⁹

CUISINIÈRE KENMORE
À NETTOYAGE FACILE

Dessus basculant. Roulettes blocables.

N° 62208. Rég. Sears 849,99.

Aussi en biscuit. Supplément
pour four autonettoyant et à convection



maintenant 159⁹⁹

FOUR À MICRO-ONDES
KENMORE 1,1 PI³

1100 W de puissance.

N° 87130. Rég. Sears 179,99.

Aussi en biscuit ou noir



maintenant 199⁹⁹

ASPIRATEUR VERTICAL KENMORE 12 A

Filtration HEPA*. Poignée en D.

N° 31350. Rég. Sears 329,99.

*Filtre particulière à haut rendement

**Il y a des magasins
Sears près
de chez vous**

Gros appareils ménagers
disponibles dans les magasins suivants:

Amos

Magasin-concession d'Amos (819) 732-6451

Deux-Montagnes

Les Promenades Deux-Montagnes (450) 491-5000

Drummondville

Les Promenades de Drummondville (819) 478-1381

Granby

Les Galeries de Granby (450) 375-5770

Joliette

Magasin-concession de Joliette (450) 759-3900

Mont Laurier

Magasin-concession de Mont Laurier (819) 623-4100

Montréal

Magasin de meubles et d'électroménagers d'Anjou
Langelier et Jean Talon (514) 254-4213
Magasin de meubles et d'électroménagers de Brossard
Boulevard Taschereau et boulevard Napoléon
(450) 678-9066

Magasin de meubles et d'électroménagers de LaSalle
Boul. Newman et Boul. Shenkus (514) 365-5070
Carrefour Laval (450) 682-1200
Mail Champlain Brossard (450) 465-1000
Magasin de meubles et d'électroménagers de Laval
Boulevard Curé Labelle et autoroute 440 (450) 682-0495
Les Galeries d'Anjou (514) 353-7770
Place Vertu (514) 335-7770

Promenades St-Bruno (450) 441-6603
Magasin de meubles et d'électroménagers de St-Bruno
Autoroute 30 et autoroute 116 (450) 653-4064
St-Jérôme (450) 432-2110

Pointe Claire

Centre Fairview Pointe Claire (514) 694-8815
Magasin de meubles et d'électroménagers de Pointe Claire
Boul. des Sources et autoroute Transcanadienne
(514) 694-3984

Repentigny

Les Galeries Rive Nord (450) 582-5532

Rouyn-Noranda

Place Rouanda (819) 797-2321

Sorel

Les Promenades de Sorel (450) 746-2508

St-Hyacinthe

Magasin-concession de St-Hyacinthe (450) 773-6601

St-Jean

Le Carrefour Richelieu St-Jean (450) 349-2651

St. Jérôme

Le Carrefour du Nord (450) 432-2110

Val d'Or

Magasin-concession de Val d'Or (819) 825-3181

Valleyfield

Magasin-concession de Valleyfield (450) 371-3050

Victoriaville

La Grande Place des Bois Francs (819) 357-4000

**Gros appareils
ménagers de Sears:
record de ventes
au Canada**

D'après des sondages indépendants dans
tout le pays, en vigueur au moment
de la préparation de la publicité

sears.ca
ACHATS AUBOUT DES DOIGTS

Les techniciens de Vidéotron Télécom retournent au travail

KARIM BENESEAIEH

EN ACCEPTANT les dernières offres patronales dans une proportion de 90 %, les 113 techniciens de Vidéotron Télécom ont mis fin hier à plus de deux mois et demi de conflit.

Le nouveau contrat qu'ils ont accepté est assorti d'une augmentation de 8,5 % répartie sur cinq ans, à partir du 1^{er} janvier dernier. La première année ne propose cependant pas d'augmentation, mais une somme forfaitaire équivalant à cinq jours de salaire.

« Cette nouvelle convention collective accorde des augmentations salariales et des conditions de travail qui tiennent compte de la situation difficile vécue par l'industrie des télécommunications, tout en respectant la capacité financière de l'entreprise », a déclaré par communiqué le président-directeur général de Vidéotron Télécom limitée (VTL), Eugène Marquis.

Même si elles portent des noms presque identiques, VTL et le câblodistributeur Vidéotron sont deux entreprises distinctes « qui n'ont rien en commun », a précisé Luc Lavoie, porte-parole de Quebecor, propriétaire des deux compagnies. Le règlement intervenu hier n'influe aucunement sur le conflit de travail qui perdure chez le câblodistributeur, dont les 2200 techniciens sont en lock-out depuis le 8 mai dernier.

Les 113 syndiqués de VTL, eux, étaient en lock-out depuis le 30 avril. L'employeur avait alors pris cette décision après le rejet d'offres qu'il avait qualifiées de définitives, trois jours plus tôt. Les principaux points alors en litige concernaient le travail de syndiqués effectué par des cadres et la possibilité de déplacement avec période de « familiarisation » en cas de mise à pied. Au point de vue salarial, les employés, membres de la section locale 91 du Syndicat canadien des communications et du papier (SCEP-FTQ), demandaient des augmentations de 8,5 % sur trois ans. L'employeur proposait un gel salarial la première année et 7 % d'augmentation pour les quatre années suivantes.

Il a été impossible de joindre le président de la section locale 91, Marc-André Lachance. Chez Quebecor, M. Lavoie estime qu'il était temps de « tourner la page ». « Tout le monde est content que ce soit terminé. C'est une compagnie en développement, nous allons pouvoir nous concentrer sur l'avenir. »

Filiale de Quebecor Media, Vidéotron Télécom limitée se spécialise dans les télécommunications d'affaires. Elle offre à sa clientèle d'entreprises et d'institutions des services de téléphonie, de réseautage, d'accès Internet à très haute vitesse et d'hébergement de sites Web. Son réseau de fibres optiques se déploie sur quelque 8600 kilomètres au Québec. Elle compte environ 550 employés.

Davantage de visibilité au fleurdelisé

Bibliothèques, conseils d'arrondissement, édifices municipaux devront déployer le drapeau québécois

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Les bibliothèques, les conseils d'arrondissement ainsi que tous les espaces et édifices où les municipalités déploient leurs bannières sont tenus d'arborer le drapeau fleurdelisé.

Avec son règlement sur le drapeau du Québec, entré en vigueur au début du mois, le gouvernement identifie ainsi un nombre accru de lieux où le drapeau bleu et blanc doit être installé, de façon à lui assurer davantage de visibilité que ce qui était prévu initialement par la Loi sur le drapeau et emblèmes du Québec, adoptée en 1999.

Cette loi devait elle-même actualiser le décret sur le drapeau, adopté en 1967 par l'Assemblée nationale, qui n'incluait pas certains organismes et institutions absents du paysage québécois il y a 30 ans, notamment les CLSC, les CHSLD et les cégeps.

« Les changements les plus importants ont été ajoutés au niveau municipal, par exemple avec les conseils d'arrondissement, une notion qui n'existait pas jusqu'à tout récemment. Nous en avons profité pour ajouter aussi les bibliothèques », explique la directrice générale de l'information gouvernementale au ministère des Relations avec les citoyens, Marielle Séguin.

Lors de l'adoption de la loi, en 1999, certains ont vu une réplique de Québec au déploiement massif de l'unifolié sous l'impulsion de la ministre du Patrimoine, Sheila Copps. Aujourd'hui, la porte-parole du ministère des Relations avec les citoyens assure toutefois qu'aucun montant d'argent supplémentaire n'est alloué pour l'application du règlement. Il n'y aura également pas de « police du drapeau » chargée de faire le tour de la province pour s'assurer que le règlement est respecté.

« Il n'y a pas de somme dévolue pour l'application du règlement, chacun en est responsable. D'ailleurs, si nous avions les moyens d'effectuer le suivi, nous verrions qu'il ne s'agit pas d'une dépense énorme,



Photo Presse Canadienne

Le règlement sur le drapeau du Québec est entré en vigueur au début du mois.

d'autant plus que beaucoup d'organismes possèdent déjà leur drapeau », indique M^{me} Séguin.

Au cours des prochains jours, le ministère enverra quelque 8500 messages pour informer les organismes du nouveau règlement et des règles de protocole, autant en ce qui a trait à l'installation du drapeau qu'à la mise en berne.

Tous les édifices publics doivent donc installer un drapeau du Québec, sur un mât distinct des autres drapeaux ou bannières. Lorsqu'il est impossible pour les organismes visés d'installer le drapeau à l'extérieur, parce qu'ils n'occupent pas l'édifice en totalité, le fleurdelisé doit être bien en vue, dans l'entrée publique de l'édifice.

Le drapeau doit être conforme aux normes du Bureau de normalisation du Québec et être exempt de déchirure ou de laceration. Il en coûte environ 25 \$ pour se procurer un tel drapeau, estime M^{me} Sé-

guin, somme qui n'inclut pas son installation.

Avant l'adoption de la loi, les secteurs de l'éducation, de la santé, de la justice ainsi que les ministères et organismes gouvernementaux avaient chacun leur propre politique concernant le drapeau, explique de son côté le porte-parole du ministère des Affaires municipales et de la Métropole, Jean Cloutier. Il devenait impératif d'uniformiser le tout.

« Une révision est en cours concernant le protocole de la mise en berne à la suite du décès d'un personnage important. Une liste de courriers électroniques est en cours d'élaboration de façon, par exemple, à informer rapidement toutes les municipalités, pour que les drapeaux soient mis en berne de façon synchronisée. »

Une ligne sans frais ainsi qu'un site Internet devraient également être disponibles sous peu pour informer la population du règlement sur le drapeau.

LOTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Banco Tirage du 2002-07-16

11	12	13	14	15	16	18	20	22	26
27	29	39	43	46	47	52	55	59	69

Quotidienne Tirage du 2002-07-16

523 1007

Extra Tirage du 2002-07-16

NUMÉRO: 356414

Si vous avez un problème de jeu... MISE SUR TOI 1 866 505-JEUX

ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION

Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue à temps partiel et semi-intensifs

COURS INTENSIFS

1 à 7 fois/sem. • 235 \$/30 h* 1155 \$ à 1775 \$/semaine*

*Matériel pédagogique inclus, pas de taxe, diplôme d'études, frais d'inscription : 45 \$

Formation en entreprise adaptée à vos besoins

Cours privés : toutes les langues

Converlang

école de langues postmoderne accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Mtl Laurier (514) 278-5309 www.converlang.com

Zytco LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS

CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7

WWW.ZYTCO.COM

VERRE SUPER-ISO-BLOCK

ARETES OU RECOURBES

514-335-2050

ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

Hydro Confort au foyer depuis maintenant 13 ans

MITSUBISHI ÉLECTRIQUE

Profitez de notre GARANTIE du meilleur prix!

3064691 • Plafonnier

Salle de montre au 6431, rue Jean-Talon Est, Montréal

www.hydro-confort.com (514) 255-0363 • 1 800 287-4399

THERMOPOMPES & CLIMATISEURS

Toutes les grandes marques disponibles

6 ans de garantie

Au plus bas prix du marché : Centrale de traitement d'air

Estimation sans frais

Dépositaire autorisé de FRIGIDAIRE, HITACHI et plusieurs autres



Stimulez tous vos sens.

La EL Premium 2002. Son puissant moteur VTEC réagit à vos moindres commandes. Elle offre aussi d'agréables sensations avec le lecteur CD, le climatiseur, le capitonnage en cuir perforé, et plusieurs autres attraits. Félicitations ! Vous avez du goût. Pour plus de détails, composez le 1 888 9-ACURA-9 ou visitez le www.acura.ca.

ACURA

Tous unis contre le projet de gouvernance

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Bien décidée à éviter l'adoption d'une « deuxième Loi sur les Indiens » – qui accroîtrait leurs pouvoirs mais les garderait sous tutelle fédérale –, l'Assemblée des premières nations pourrait imiter les chefs de la Saskatchewan, en priant la Cour fédérale de bloquer le projet de Loi sur la gouvernance du ministre Robert Nault.

Les poursuites judiciaires font en tout cas partie des stratégies envisagées hier par 200 chefs autochtones et 200 délégués réunis à Kahnawake à l'occasion de leur assemblée annuelle, qui se poursuivra ce matin avec l'adoption de résolutions précises.

S'il est adopté, le projet de gouvernance forcerait les conseils de bande à rendre des comptes à leur population et à mettre des règles par écrit d'ici deux ans, sous peine de voir le ministre arbitrer leurs affaires.

« Les autres chefs me demandent comment se joindre à nous pour contester, ils se demandent s'ils ne devraient pas inonder les tribunaux », a confié en entrevue le chef Perry Bellegarde, de la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan, pour qui le projet présenté le 14 juin viole la Constitution de 1982 et fait échec au droit à l'autodétermination autochtone.

Chose certaine, le grand chef Matthew Coon Come applaudit la contestation d'un projet qu'il juge à peine moins paternaliste que l'ancienne Loi sur les Indiens de 1876. « Le colonialisme ne se modernise pas. Il se jette à la poubelle de l'histoire, comme l'esclavage et l'apartheid », s'est indigné le chef



Billy Two-Rivers de Kahnawake accueille le chef de l'Assemblée des premières nations, Matthew Coon Come à l'occasion de l'assemblée annuelle qui se tient encore aujourd'hui. Au centre, Erland Campbell.

cri lors de son discours d'ouverture, après avoir demandé aux 633 communautés du pays d'amasser 10 000 \$ chacune afin de lutter contre Ottawa. « Le ministre devrait arrêter de nous écrire des lois et commencer à respecter les siennes. Travailler avec nous de nation à nation, de gouvernement à gouvernement », réclame M. Coon Come, qui avait demandé à ses membres de boycotter les consultations menées par Ottawa.

L'an dernier, le grand chef envisageait même la possibilité de bloquer des routes. Cette année, il dit vouloir éviter ce genre

d'affrontements ». Mais le consensus n'a quand même pas été atteint hier, au terme d'une séance à huis clos de cinq heures. Un chef de Colombie-Britannique a proposé d'accepter certains aspects du projet, quitte à se battre pour obtenir de nouveaux changements. D'autres ont rétorqué qu'il était irrécupérable. « Le projet témoigne d'une envie de contrôle, explique la chef ontarienne Roberta Jamieson, de Sixth Nation of the Grand River. Nous allons nous battre par tous les moyens. Exercer des recours judiciaires. Sensibiliser les Canadiens. Présenter notre cause

devant les instances internationales à chaque occasion. »

Les autochtones du Québec sont du même avis. « On veut réparer une loi qui n'est pas réparable. On doit reprendre le processus à zéro. Que le ministre arrête de vouloir nous imposer sa solution », commente le chef Ghislain Picard, qui pense convoquer une assemblée extraordinaire l'automne prochain. « Mais avant de bloquer des routes, bloquons d'abord le processus législatif », dit-il.

Et à la place ? « Nous devons mettre en oeuvre notre propre plan. Partager notre vision avec le fédéral », avance Mme Jamieson. Lundi, les chefs autochtones affirmaient que la clé de leur indépendance économique passait par l'obtention d'un pouvoir de taxation — autant sur leurs réserves que sur leurs territoires — qui leur permettrait de gérer leurs revenus à leur guise. Une idée défendue dans une étude menée par Fred Lazar, économiste à l'Université York, à Toronto.

De son côté, l'organisme Femmes autochtones croit qu'il faut d'abord régler les problèmes de discrimination à l'égard des femmes et des enfants, que la Loi sur les Indiens ne protège pas en cas de divorce ou de naissance non désirée par le père. « Je suis déçue, a confié sa porte-parole Michèle Audette. Les chefs nous excluent encore une fois, comme si nous étions une menace plutôt qu'une force additionnelle. » La jeune Montagnaise est néanmoins d'accord sur un point : « La loi, c'est de la poudre aux yeux. Qu'ils négocient de nation à nation au lieu de nous imposer des politiques mur à mur qui ne marchent pas. »

Les chefs prévoient adopter deux résolutions sur le sujet ce matin avant de poursuivre leurs discussions au sujet des anciens combattants, de l'éducation, de la santé et du logement.

Restez à 30 cm du bureau, même à 30 km du bureau.



Avec le service **MOTIVUSSM** de Bell Mobilité, peu importe où vous êtes, vous avez un accès sans fil, facile et sécuritaire à votre ordinateur et à votre réseau, en temps réel. Vous pouvez même visionner plus de 50 types de documents, incluant les fichiers joints aux courriels. Bell Mobilité vous offre une large gamme d'applications sans fil: courrier électronique, accès à vos fichiers, connectivité, solutions par secteur d'activité. Tout cela au moyen des appareils et des téléphones cellulaires les plus évolués. De plus, notre réseau **1X** vous permet une connexion instantanée et sa vitesse de transmission est la plus rapide au Canada*. Ainsi, vous gardez toujours vos documents à portée de la main.



Pour obtenir plus d'information, faites le **1 866 222-9103**, visitez www.bell.ca/solutionsdata2 ou encore, passez à un magasin **Espace Bell** ou **Bell Mobilité**.

allez-y

Bell
Mobilité

APPLICATIONS DE DONNÉES APPAREILS INTÉGRÉS RÉSEAU ÉVOLUÉ COUVERTURE NATIONALE

*MOTIVUS est une marque de commerce de MOTIVUS Software Ltd. Service offert à l'intérieur de la zone couverte par le réseau de Bell Mobilité, là où la technologie le permet. Certaines conditions s'appliquent. *Vitesse de transmission maximale pouvant être atteinte; peut varier en fonction de l'emplacement, du type de transmission et de la technologie disponible.

Les peacekeepers appelés à surveiller le pont Mercier

SOPHIE ALLARD

DÈS LE 22 JUILLET, les peacekeepers de Kahnawake inspecteront pour la première fois et de façon quotidienne la structure du pont Honoré-Mercier, sise sur leur territoire. Jusqu'ici, la Sûreté du Québec ne faisait qu'une inspection sommaire de la partie du pont du côté amérindien, une lacune que souhaite corriger le gouvernement.

« Tous les matins et tous les soirs, une équipe de policiers inspectera les bretelles d'accès, les structures inférieures du pont et les passerelles pour piétons, indique John Diabo, adjoint au chef des peacekeepers de Kahnawake. Tout acte ou tout objet suspect pourra être plus facilement détecté. »

Pour les peacekeepers, jusqu'ici tenus à l'écart des opérations de sécurité liées au pont Mercier, il s'agit d'une première. Approchés par la Société des ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée (SPJCCI), qui gère et assure la sécurité sur les ponts de la Rive-Sud, ils ont signé une entente avec l'organisme la semaine dernière.

« Nous avons conclu un partenariat assez unique, estime André Girard, porte-parole de la SPJCCI. Nous sommes heureux de pouvoir enfin travailler main dans la main. La sécurité sera enfin assurée officiellement d'un bout à l'autre du pont. »

Cette nouvelle mesure s'inscrit en ligne directe avec la volonté du gouvernement du Canada, à la suite des attentats du 11 septembre, de renforcer la sécurité du réseau routier et des infrastructures, tels les ponts et les tunnels.

Si les peacekeepers sont déjà présents aux abords du pont, c'est plutôt à la Sûreté du Québec, pas toujours bienvenue en territoire mohawk, de veiller à la sécurité sur le pont même.

« Nous entretenons une relation de bon voisinage, avance Manon Gagnard, agent d'information à la Sûreté du Québec. La SQ patrouille régulièrement sur le pont Mercier et nous signalons tout élément suspect porté à notre attention. Ce n'est pas parce qu'on est dans la réserve qu'on ferme les yeux. »

Selon John Dibo, « il est évident qu'une meilleure collaboration entre toutes les instances rendra le pont Mercier plus sécuritaire ».

Environ 28 millions de véhicules empruntent le pont Honoré-Mercier chaque année.

PLUS PRÈS DE VOUS

Du lundi
au vendredi
dans

La Presse

MONTREAL
PLUS

100 % de bas prix garantis chez TRÉVI



**Les grands manufacturiers réunis avec
8 millions en stock à liquider !**

40% sur TOUS
les meubles
en magasin,
sans exceptions.



Sunbeam



30% sur les piscines hors terre sélectionnées
(LIVRÉES ET INSTALLÉES DANS LES 5 JOURS!)

20% sur les spas en stock
(LIVRÉS DANS LES 5 JOURS!)



10% sur les piscines creusées
(LIVRÉES ET INSTALLÉES DANS LES 5 JOURS!)

Jusqu'à 50 % de rabais

SUR UNE VASTE SÉLECTION DE COUSSINS, PARASOLS,
ACCESSOIRES DE PISCINE, ROBOTS, ARTICLES
GONFLABLES ET VAISSELLE SÉLECTIONNÉS.

Leader



Trévi
LE FABRICANT-INSTALLATEUR
PISCINES • SPAS • MEUBLES

Venez nous voir sous la tente à Fabreville, 25 000 pi² de stock à liquider !

FABREVILLE
515, boul. Curé-Labelle
(450) 622-9801

BOUCHERVILLE
1235, rue Ampère
(450) 449-2411

BLAINVILLE
11, boul. de la Seigneurie Ouest
(450) 435-6550

CHÂTEAUGUAY
115, boul. Saint-Jean-Baptiste
(450) 698-2210

POINTE-AUX-TREMBLES
11800, rue Sherbrooke Est
(514) 640-4500

JOLIETTE
303, boul. Antonio-Barrette
(450) 759-8110

TROIS-RIVIÈRES
2405, rue Bellefeuille
(819) 371-3939

VANIER
909, boul. Pierre-Bertrand Sud
(418) 687-1988

LÉVIS
50, route Président-Kennedy
(418) 838-3173

AYLMER
202, rue Eardley
(819) 682-9797

NEPEAN (Ontario)
10, Camelot Drive
(613) 727-0111

*Dans des conditions météorologiques favorables. Suite à l'approbation du crédit et du plan d'aménagement s'il y a lieu. Produits en stock seulement. Piscines creusées : début des travaux dans les 5 jours. Certaines offres peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Offres valables jusqu'au 21 juillet 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks. Certaines offres sont applicables sur des modèles sélectionnés seulement. Tous les détails dans les magasins participants.

Rivières d'argent fera la tournée des régions du Québec

Les petites centrales relèvent d'une économie de tiers-monde, affirme le réalisateur Michel Gauthier

BRUNO BISSON

« QUAND LA construction est finie, les petites centrales électriques privées ne laissent rien dans les régions, à part du béton, un kiosque à patates frites et les visites d'un ingénieur qui passe une nuit par année dans un hôtel local pour venir inspecter le barrage. Ce n'est pas du développement économique régional, ça. C'est de l'économie de tiers-monde. »

Le cinéaste Michel Gauthier pourrait parler durant des heures du sujet de son premier film, *Rivières d'argent*, diffusé en première hier sur RDI en heure de grande écoute. Les petites centrales hydroélectriques privées qui ont proliféré dans le paysage québécois depuis 10 ans, comme celles qui pourraient bien s'y ajouter d'ici cinq ans, n'ont plus de secret pour lui.

Mais après trois ans de recherche et de tournage, ce n'est pas son érudition qui étonne. C'est la virulence de ses critiques envers le gouvernement du Québec, qui contraste de façon assez saisissante avec le ton calme et pondéré de son film.

« Je ne voulais pas faire pour les rivières ce que Richard Desjardins et Robert Mondre ont fait pour les forêts avec *L'erreur boréale*, dit le réalisateur. Ce film, je l'ai fait pour dialoguer avec les régions du Québec. Pas pour dire aux gens ce qu'ils doivent faire ou penser, mais pour les inviter à prendre connaissance de ces projets dans leur région, et pour qu'ils en disposent en pleine connaissance de cause. Après cela, si les gens en veulent encore de leur centrale, ils sauront au moins ce que ça devrait leur rapporter. Et ce qu'ils vont y perdre. »

Le film sera rediffusé à la télé de Radio-Canada le 2 août prochain, dans sa version intégrale de 52 minutes. Entre-temps, son réalisateur l'emmènera en voyage. Au Lac-Saint-Jean demain, où il alimentera la discussion lors d'une soirée d'information publique. Et bientôt dans la région de Trois-Pistoles, où un projet de petite centrale privée vient tout



Travaux de construction d'une passe migratoire au barrage de Saint-Ours, sur le Richelieu, il y a un an et demi.

juste de recevoir la bénédiction du ministère de l'Environnement du Québec, une première depuis le controversé projet de la rivière Batiscan, en 1999 — qui en a encore pour au moins deux ans à traîner devant les tribunaux.

Selon une liste rendue publique en mars, le gouvernement du Québec a offert en location aux promoteurs privés 14 sites d'exploitation hydraulique situés sur 11 rivières, où pourraient apparaître autant de petites centrales privées dans les prochaines années. Ces centrales s'ajouteraient aux 57 construites entre 1991 et 1994 sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa.

S'il n'en tenait qu'à Michel Gauthier, aucun de ces nouveaux projets ne verrait le jour. Le parti-pris du réalisateur est d'ailleurs assez clair dans *Rivières d'argent*. Mais le ci-

néaste adopte une approche totalement différente du ton pamphlétaire et militant de *L'erreur boréale* ou de *Bacon*, le film, l'oeuvre plus récente d'Hugo Latulippe sur les méfaits de l'industrie porcine.

Dans son film, le réalisateur laisse surtout la parole à de simples citoyens et aux représentants de sociétés régionales associées à des projets de petites centrales.

Des extraits vidéo d'assemblées publiques tenues dans des régions depuis trois ans permettent de mesurer l'intérêt soulevé dans la population par ces projets et de cerner les enjeux économiques, environnementaux et sociaux du point de vue des régions.

Un promoteur, un gestionnaire de parc satisfait des retombées financières de la centrale construite dans son établissement, un autre qui souhaiterait la réalisation d'une au-

tre centrale dans sa spectaculaire chute pour financer le développement des installations et rééquilibrer les finances du parc, défendent le point de vue positif de la croissance de l'industrie hydroélectrique privée.

En contrepoint, le journaliste Louis-Gilles Francoeur, du quotidien *Le Devoir*, vient remettre en question l'innocuité de ces centrales sur le plan environnemental, leur nécessité en matière d'approvisionnement électrique et leur impact réel sur le développement des régions où elles ont vu le jour depuis 10 ans.

Avec éloquence et clarté, c'est le journaliste du *Devoir* qui porte ainsi le point de vue du cinéaste, qui déborde amplement le cadre environnemental très strict des projets de construction et questionne la légitimité même de la politique poursuivie par le gouvernement du Québec. Est-il très sage de tenir à ce que des parcs régionaux se rentabilisent en construisant des barrages sur des chutes d'eau qui constituent souvent leur principal attrait? Ces projets de centrales électriques privées ne seraient-ils pas « qu'une nouvelle façon de faire rouler les machines électorales », comme le furent les autoroutes au temps de Duplessis?

« Ce qui m'horripile dans ce débat, admet sans ambages le cinéaste, c'est l'alibi du développement économique régional, qui sert à justifier n'importe quoi. Quand le ministre des Ressources naturelles, François Gendron (un passage savoureux du film), fait la leçon aux artistes opposés à la destruction de nos rivières en insistant sur le fait qu'ils sont de Montréal et qu'ils devraient laisser aux régions le soin de décider de leur propre développement, il ne dit pas qui profite le plus des centrales privées. »

« Dans le film, je n'ai pas voulu inonder le spectateur de chiffres, affirme-t-il, mais il est très clair que ce n'est pas dans les régions qu'aboutit l'essentiel des profits provenant de la vente de l'électricité à Hydro-Québec. C'est à Montréal, où sont les sièges sociaux d'Innertex et de Boralex (NDLR: deux des plus importants producteurs privés d'électricité au Québec). »

3 JOURS SEULEMENT

Les jeudi 18, vendredi 19 et samedi 20 juillet



LE RABAIS DE 10% SUR TOUT ACHAT DE 100\$ ET PLUS EST DE RETOUR!



Au plaisir!

www.saq.com

18+

La modération a bien meilleur goût.

EducAlcool

18 ans et plus. Offre également disponible dans SAQ.com et dans les Comptoirs Vin en vrac. Titulaires de permis et agences de la SAQ exclus. Achats non cumulatifs. Cette promotion est applicable à tous les achats à l'exception des chèques-cadeaux SAQ.



Pas d'amélioration de la pollution atmosphérique le long de la frontière

SIMON DIOTTE

LA POLLUTION atmosphérique le long de la frontière canado-américaine n'a pas diminué depuis quatre ans malgré les engagements des gouvernements pour la réduire, indique un rapport publié hier par la Commission mixte internationale (CMI).

L'étude de l'organisme binational, qui fait le point sur ses propres recommandations émises en 1998, note que les émissions d'oxyde d'azote (ou monoxyde de carbone) sont restées constantes, en dépit d'une utilisation plus grande du gaz naturel et d'un contrôle plus strict de leurs émanations. L'oxyde d'azote est à la base des pluies acides, qui touchent le Québec depuis des années.

De plus, la présence de mercure et de dioxine dans l'air, deux substances cancérigènes, n'a pas diminué. Le Canada et les États-Unis n'ont toujours pas fini d'élaborer des mesures conjointes capables de préciser l'importance des substances polluantes dans le ciel.

En annexe, le rapport fait remarquer qu'il existe désormais un consensus sur le fait que le smog n'est pas sans effet sur la santé des êtres humains, particulièrement sur celle des jeunes et des personnes âgées. Le lien entre la pollution atmosphérique et l'augmentation des cas d'asthme et le taux de mortalité n'est plus à faire, indique-t-on.

Le CMI recommande de donner plus de force aux règlements sur les émissions de gaz polluants par les automobiles. Le rapport révèle d'ailleurs que le nombre de véhicules utilitaires sport aux États-Unis a doublé de 1992 à 1997, augmentant la consommation d'essence et donc, la pollution.

À long terme, il faudrait aussi abandonner l'utilisation du charbon, encore très utilisé en Ontario et aux États-Unis dans la production de l'électricité.

« Le rapport démontre que des progrès ont été réalisés, mais que beaucoup reste à faire », note Ted Bailey, porte-parole de CMI.

Rappelons que le Canada et les États ont signé en 1991 un accord de collaboration en matière de réduction de la pollution atmosphérique.

Pour Steven Guilbeault, directeur de Greenpeace Québec, ce rapport est de mauvais augure pour le Québec. « Malgré les progrès technologiques, la pollution de l'air a tout de même augmenté et c'est le Québec qui en paie le prix. N'oublions pas que notre province reçoit la moitié de sa pollution atmosphérique de l'Ontario et des États-Unis. »

Selon lui, le document démontre bien qu'il n'y a pas de volonté politique dans ce domaine. « Le lien entre la santé et la pollution n'est plus à faire. En ne faisant rien, le gouvernement fédéral démontre qu'il ne se soucie pas de la santé de ses citoyens. »

Comment Stéphane Sirois est devenu agent-source de la police

CHRISTIANE DESJARDINS

Plus police qu'une « vraie police ». Voilà l'impression qu'on a en écoutant le délateur ou plutôt l'agent-source Stéphane Sirois témoigner au procès des 17 accusés présumément membres des Hells Angels, dont le procès se tient au Centre des services judiciaires Gouin.

Vêtu d'un costume-cravate les cheveux coupés court, l'air impassible et sûr de lui, Sirois, 33 ans, a poursuivi pendant toute la journée d'hier son témoignage dévastateur pour ses ex-collègues des Rockers et des Hells Angels Nomads. Il relate les transactions de drogues, les raclées et les projets de meurtres avec une précision chirurgicale, sans aucune hésitation ni trou de mémoire.

À l'instar des policiers qui témoignent habituellement dans des procès, il se réfère souvent aux notes qu'il a prises pendant l'opération d'infiltration à laquelle il a participé, de juin 1999 à février 2000. Et il s'adresse au juge comme le font les policiers. « Oui, Votre Seigneurie. Non, Votre seigneurie. Est-ce que je peux consulter mes notes personnelles, Votre seigneurie ? »

Les us et coutumes des Hells

Sirois associe des noms à des crimes,

donne le rôle de tout un chacun dans l'organisation et relate les us et coutumes des Rockers et des Hells Angels Nomads. Quand il n'a pas connu personnellement un des accusés, il le signale tout simplement. Fait extrêmement rare pour un délateur, il ne semble nullement gêné de sa nouvelle vocation devant ses ex-collègues motards, qu'il fixe d'ailleurs longuement et très souvent, sans jamais baisser les yeux. Ceux-ci le regardent d'un air morne, derrière la vitre de leur box. À certains passages, d'aucuns rient en se regardant l'un l'autre, tandis que d'autres somnolent dans leur coin.

Comment un motard manifestement vaincu comme Sirois peut-il en arriver à changer de camp pour vendre ses ex-collègues ? Dans le cas de Sirois, l'amour qu'il a

éprouvé pour une femme a eu une incidence sur sa décision. Hier, il a raconté qu'en 1997, au terme de trois années passées parmi les Rockers, le chef des Nomads, Maurice Boucher, lui avait donné un ultimatum : s'il voulait continuer de sortir avec une certaine Julie, dont le conjoint avait été assassiné par balles, Sirois devait quitter les Rockers. S'il restait avec les Rockers, il devait quitter Julie. Entre les deux, Sirois a choisi la femme.

« J'ai remis ma business (de drogue), j'ai pris ma retraite, pis j'ai pris ma boîte à lunch. C'est le terme qu'on emploie, nous autres, pour dire qu'on devient un citoyen ordinaire », a précisé Sirois. Il a aussi expliqué que, après qu'il eut pris sa retraite, des détectives de Carcajou sont venus le voir

pour l'inciter à devenir agent-source. Il a refusé, mais a conservé leur carte.

Investi d'une mission

Sirois a épousé Julie, il lui a fait des confidences sur sa vie passée et, apparemment, comme elle ne le croyait pas, elle est allée vérifier dans le milieu, ce qui a créé des tensions. Quoi qu'il en soit, leur histoire d'amour durera deux ans. En 1999, ils divorcent. Sirois ressort alors la carte des policiers et les appelle pour leur offrir ses services. Il signe un contrat d'agent-source en juin 1999. Sa mission est de se rapprocher des Rockers et de faire le commerce de stupéfiants.

Investi de cette mission, Sirois fait des pieds et des mains pour réintégrer son ancien groupe. Dès le mois de juin, il appelle certains de ses ex-collègues pour leur faire savoir qu'il veut revenir dans le gang et gagner des points dans les Rockers pour monter les échelons. Il leur dit qu'il a fait une gaffe en épousant Julie, mais qu'il avait déjà prouvé dans le passé qu'il était un dur de dur et qu'il était loyal au club. Il leur rappelle qu'il a risqué sa vie pour le club du temps où il était Rocker, qu'il a « sauté deux fois » lorsque des bombes ont été placées à leur local de la rue Gillford et qu'il a failli se faire tirer dessus. Il insiste aussi sur ses talents dans le business de la drogue.

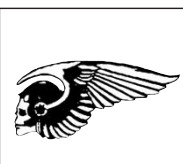
On lui fait comprendre que, s'il trouve des informations sur les ennemis (Rock Machine et autres), ça pourrait l'aider. Finalement, avec l'approbation d'André Chouinard, membre Rocker, il peut recommencer à ven-

dre de la drogue en s'approvisionnant auprès de Jean-Guy Bourgouin.

Pendant toute cette période, Sirois porte souvent un *body pack*, un minimagnétophone, lorsqu'il négocie des ventes de drogue ou converse avec des motards. Hier, le jury a commencé à écouter ces enregistrements, que Sirois commentait par la suite. Il est étonnant de constater avec quelle désinvolture et quel sang-froid Sirois accomplissait son travail d'espion, et comment il semblait content de le faire. Aussitôt qu'il avait piégé une victime et qu'elle était sortie du champ d'écoute, Sirois parlait tout haut à l'intention de ses « patrons » de la police.

« C'est sûr, vous avez un beau *truck*, les gars. Y est pas trop visible, y est ben visible... Bon, on s'en va sur la petite rue à côté, un Intrépide vert. Fait que si vous voulez prendre des photos, vous vous adaptez, va falloir que vous bougiez. Il est avec quelqu'un, je sais pas c'est qui, lui. ... Numéro de licence, 530 EDM, Intrépide olive, même année que moi, à peu près. Avant que j'oublie, y s'appelle Jocelyn... Une autre journée de travail de finie. Tu me rappelles-tu ou quoi, là ? Appelle-moi, jase-moi, fais de quoi, là, c't'à ton tour de me parler, tabarnak, y manquera pû que j'me fasse arrêter en m'en allant avec ça (250 grammes de cocaïne). » Le témoignage de Sirois se poursuit aujourd'hui.

cyberpresse.ca Suivez l'évolution des procès dans le monde des motards à www.cyberpresse.ca/hells



LE PROCÈS DES MOTARDS

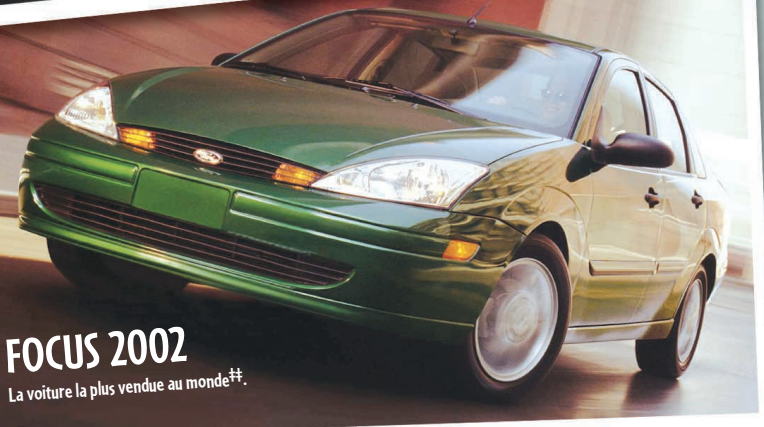
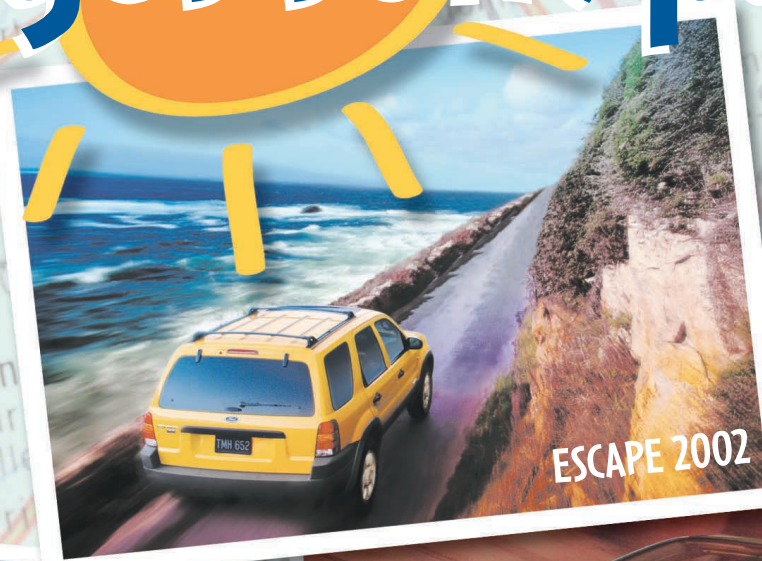
Vos congés sont payés

Cet été, Ford vous invite à prendre des vacances sans paiements.



MUSTANG 2002

Entrez vous aussi dans la légende.



ACHAT*

0\$

Mise de fonds
Paiement pendant 90 jours
Intérêt pendant 90 jours

LOCATION**

0\$

Mise de fonds
Dépôt de sécurité
1^{re} mensualité payée par Ford

À l'achat ou à la location de la plupart des modèles 2002 neufs en stock.

Ford Série F 2002

La gamme de camionnettes la plus vendue au Canada depuis 36 ans**.



LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL
en collaboration avec
BIELE DRY

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC



ford.ca

*Achat : cette offre s'applique uniquement à un financement de 36 mois ou plus de Crédit Ford, sur approbation de crédit. Frais de transport et taxes applicables en sus. **Location : cette offre s'applique uniquement à la location pour des termes allant de 24 à 48 mois de Crédit Ford, sur approbation de crédit. †La double cote de sécurité cinq étoiles est la plus haute cote attribuée par la National Highway Traffic Safety Administration du gouvernement américain lors d'essais de collision frontale (côtés conducteur et passager avant). (www.NHTSA.com) **Focus est la marque de voiture la plus vendue dans le monde selon Top Three Global Car Sales by Nameplate de janvier 2002. La quadruple cote de sécurité cinq étoiles est la plus haute cote attribuée par la National Highway Traffic Safety Administration du gouvernement américain lors d'essais de collision frontale (côtés conducteur et passager) et latérale (sièges avant et arrière). La cote de sécurité cinq étoiles en cas de collision latérale s'applique uniquement aux véhicules équipés de sacs gonflables latéraux, de série pour les versions Windstar SEL et Limited et en option pour les versions Windstar LX et Sport. (www.NHTSA.com) †Série F est la gamme de camions la plus vendue dans le monde selon Auto Strategies International Inc. (années 1977 à 2000). Ces offres s'appliquent à la plupart des véhicules Ford neufs en stock, à l'exception des Lincoln et Thunderbird et des Série F dont le PTAC excède 3 856 kg, et s'adressent uniquement à des particuliers. Immatriculation, assurances et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Ces offres de durée limitée peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

FUTURESHOP.ca votre guide d'achat en magasin et en ligne!

12 Mois AUCUN INTÉRÊT* sur tous les ensembles d'ordinateur et moniteur

*† Avec la nouvelle carte Future Shop. Sur approbation du bureau de crédit. Des frais mensuels seront portés à votre compte pendant 12 mois en versements égaux calculés selon le prix d'achat effectué. Toutes les taxes applicables doivent être payées lors de l'achat. Les offres de financement prolongé ne s'appliquent pas aux achats effectués à FUTURESHOP.ca. Plus de détails ci-dessous. Ne s'applique pas aux ordinateurs Cicero du Centre de conception.

En grande PRIMEUR

DAVE MATTHEWS BAND
Busted Stuff
 Incluant le DVD prime comprenant des prestations live. (Tant qu'il y en aura)

▶▶ 14⁹⁹ CD

Les dates des nouvelles parutions sont provisoires et sujettes à changement de la part de leurs studios, maisons de disque ou distributeurs respectifs.

24 Mois Aucun intérêt* sur tous les téléviseurs et appareils audio et vidéo pour la maison

*† Avec la nouvelle carte Future Shop. Sur approbation du bureau de crédit. Des frais mensuels seront portés à votre compte pendant 24 mois en versements égaux calculés selon le prix d'achat effectué. Toutes les taxes applicables doivent être payées lors de l'achat. Les offres de financement prolongé ne s'appliquent pas aux achats effectués à FUTURESHOP.ca. Plus de détails ci-dessous.

SONY
 FD Trinitron
WEGA

Téléviseur à écran plat de 27 po

- Entrées vidéo à composants, S-vidéo et 3 entrées audio-vidéo
- Filtre en peigne numérique à 3 lignes • Modulation de la vitesse de balayage
- Télécommande universelle illuminée

KV27FS13 CodeWEB: 10007588

▶▶ 899⁹⁹

24 VERSEMENTS ÉGAUX AUCUN INTÉRÊT* ▶▶ 37⁵⁰ PAR MOIS

SONY

Lecteur DVD

- Lecture de CD enregistrés, enregistrables et ré-inscriptibles, de DVD enregistrés et enregistrables et les MP3 • Sorties à composants et S-vidéo • Sortie coaxiale audio numérique • Dolby numérique et sortie DTS

DVPNS315 CodeWEB: 10014361

▶▶ 229⁹⁹

24 VERSEMENTS ÉGAUX AUCUN INTÉRÊT* ▶▶ 9⁵⁸ PAR MOIS

Panasonic

Haut-parleur d'extrêmes-graves amplifié de 100 watts

- Filtre passe-bas variable entre 50 Hz - 200 Hz
- Double haut-parleur des graves de 5 1/2 po
- Fonctionnement d'amplification automatique sur commande en tension/hors tension • Blindage magnétique

PANSBW100 CodeWEB: 10010346

▶▶ 199⁹⁹

JVC

Baladeur à lecteur de CD

- Anti-choc de 45 secondes • Compatibilité avec les CD ré-inscriptibles • Durée de vie de la pile de 20 heures
- Fonction de graves rehaussées

XL-PG37 CodeWEB: 10015109

▶▶ 99⁹⁹

Tous les appareils audio pour l'auto Pioneer EN SOLDE!

Pioneer

Radio AM/FM stéréo pour l'auto avec façade amovible

- Puissance de 4 x 45 watts
- Syntoniseur SuperTuner III avec 24 stations préréglées
- Egalisateur EEQ intégré
- Sortie simple de pré-ampli

DEH-1400 CodeWEB: 10012960

▶▶ 189⁹⁹

PENTAX

Appareil photo numérique

- 2,0 méga-pixels • Zoom optique de 3x
- Viseur à ACL basculant vers l'extérieur • Mode cinéma

OPT10230 CodeWEB: 10014619

▶▶ 449⁹⁹

SONY

Caméscope numérique Digital 8

- Viseur couleur de 2,5 po à ACL • Zoom optique de 20x et numérique de 560x • Stabilisateur SteadyShot
- Super NightShot pour prises de nuit

DCRTR140 CodeWEB: 10013102

▶▶ 899⁹⁹

Maintenant ouvert à Lachenaie
 790, Montée des Pionniers (450) 470-9636

FUTURE SHOP

Venez voir ce que votre Future vous réserve.[™]

Ouvert jusqu'à 21 h tous les soirs de la semaine

Prix et produits en vigueur du 17 au 23 juillet 2002

Une offre par client, aucun détaillant, ne peut être jumelée à une autre promotion, ne s'applique pas aux achats antérieurs. Voir détails en magasin.

REGARDEZ DES DVD ET ENREGISTREZ VOS PROPRES CD

intel inside
celeron™
 PROCESSOR

APRÈS REMISE*
 ▶▶ 1399⁹⁹

12 VERSEMENTS ÉGAUX AUCUN INTÉRÊT* ▶▶ 116⁶⁷ PAR MOIS

* 1514,99 - 115\$ remise postale = 1399,99 (Remise postale: 75\$ US = 115\$ CA environ)

Processeur Intel[™] Celeron[™] à 1,4GHz

- Mémoire vive 5D de 128Mo • Disque dur de 60Go
- Graveur /lecteur combiné CD-RW/DVD

512N CodeWEB: 10016385
 HP MX70 CodeWEB: 10005647

TOSHIBA
 2400-UJX

Processeur Intel[™] Pentium[™] 4 à 1,6 GHz

- Mémoire DDR de 256 Mo
- Disque dur de 30 Go
- Unité combinée lecteur DVD - graveur de CD ré-inscriptible
- Affichage XGA TFT de 14,1 po

CodeWEB: 10016466/5

▶▶ 2599⁹⁹

hp invent
 512N

Imprimante Deskjet[™] 656c

- 6 ppm en noir et 3 ppm en couleur • Résolution 600 x 600 ppp
- Ensemble de logiciels pour la famille • Bac pour 100 feuilles

656c CodeWEB: 10010020

▶▶ 49⁹⁹

NETGEAR

Routeur pour câble/DSL à 4 ports sécuritaire pour le Web

- Commutation 10/100 à 4 ports intégrée • Navigation sur le Web avec contrôle parental • Sécurité du routage sur Internet
- Garantie de 5 ans

CodeWEB: 10010651

▶▶ 99⁹⁹

Logitech

Volant de course à rétroaction de force SideWinder

- Ressentez la route

CodeWEB: 10000916

▶▶ 49⁹⁹

En grande PRIMEUR

Microsoft Office XP pour étudiant

- Comprend Word, Excel, Outlook et PowerPoint

MICROSOFTXPTSTUDENTS CodeWEB: 10015954

▶▶ 219⁹⁹

Tous les réfrigérateurs EN SOLDE!

LG

Réfrigérateur superposé

- 18 pi. cu. sans givre • Technologie exclusive de refroidissement de la porte • Tablettes réglables en verre • Tablettes pleine largeur réglables dans la contre-porte acceptant des récipients d'un gallon

620R CodeWEB: 10012551

▶▶ 699⁹⁹

GoldStar

Four micro-ondes de format compact

- Capacité de 0,7 pi. cu., 700 watts
- Possibilité d'être installé sous l'armoire
- 6 touches de commande facile
- Décongélation automatique

GMS-7020LW CodeWEB: 10015025

▶▶ 79⁹⁹

*Sur approbation du bureau de crédit pour les achats effectués avec votre carte Future Shop. Pour nos options «aucun intérêt»: l'intérêt est calculé tous les mois au taux de 28,8 % et sera éliminé à condition que: (1) les mensualités minimales soient versées et (2) le solde soit payé d'ici la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt. Pour nos options «aucun paiement, aucun intérêt»: l'intérêt est calculé tous les mois au taux de 28,8 % après la fin de la période de promotion. Pour nos options «versements égaux, aucun intérêt», une mensualité sera débitée sur votre compte jusqu'à la fin de la période couvrant l'offre et celle-ci sera payable au complet avant la date d'échéance mensuelle. Les taxes applicables doivent être payées lors de l'achat, sauf pour notre option «aucun intérêt pendant 90 jours». **POLITIQUE PUBLICITAIRE:** Là où des rabais ou crédits de programmation sont indiqués, toutes les taxes devant s'appliquer sont calculées et doivent être payées sur le prix avant rabais ou crédit. Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés pour les remises postales. Les remises payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent faire l'objet de frais de traitement par les banques canadiennes. Future Shop n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie selon le magasin. © 2002, Future Shop Ltée. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, ceci incluant l'information sur les prix, sous quelque forme que ce soit et par quelque procédé que ce soit sans l'obtention préalable d'une autorisation écrite de Future Shop. Les prix, produits et offres annoncés par l'InterBoutique de notre site web peuvent différer de ceux offerts dans les magasins Future Shop. **AÉROPLAN:** MDAéroplan est une marque déposée d'Air Canada. Les achats de certificats et de cartes-cadeaux ne donnent pas droit à des milles Aéroplan; néanmoins, les achats effectués avec ces derniers le peuvent. Les milles Aéroplan sont calculés avant taxes. Veuillez noter que les milles Aéroplan accumulés (comportant les milles-bonis) sur les articles retournés, échangés ou lors d'une protection de prix, seront corrigés en conséquence. **INTEL:** Intel, le logo «Intel Inside», Pentium et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce de la corporation Intel ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays.



L'EXPRESS DUMATIN

Un ado de 14 ans se tue en VTT

UN JEUNE DE 14 ANS, Marco Raymond, a perdu la vie hier quand le véhicule tout-terrain qu'il conduisait s'est renversé sur lui. L'accident a eu lieu vers 14 h 05 dans une carrière à Martinville, près de Coaticook, en Estrie. L'adolescent roulait en VTT, sans casque, dans la carrière située sur un terrain appartenant à ses parents quand il a tenté de monter une pente abrupte; le véhicule est retombé et l'a coincé. Ce sont les deux soeurs du garçon, inquiètes de ne pas le voir revenir, qui ont fait la macabre découverte. La mère a réussi à dégager son fils, mais il était trop tard. — *Karim Benessaïeh*

Accident fatal à Danville

UNE JEUNE CONDUCTRICE de 22 ans, Marie-Claude Cloutier, a été victime hier vers 11 h d'une collision fatale avec un semi-remorque à Danville, en Estrie. À l'angle de la route 265 et du chemin Craig, la jeune femme de Saint-Adelton, en Beauce, s'était engagée sur le chemin sans avoir vu le camion s'en venant à toute vitesse sur la route. L'impact a été violent: la voiture a été projetée à quelques mètres dans un fossé, rejointe quelques instants plus tard par le camion. Les pompiers ont utilisé les pinces de désincarcération pour libérer la jeune femme, qui a succombé à ses blessures. — *Karim Benessaïeh*

Dérapiage sur la route 327

UNE PERTE DE MAÎTRISE inexplicquée serait à l'origine de la mort d'un automobiliste hier vers 7 h 20 sur la route 327, à la hauteur de la municipalité de Harrington, dans les Laurentides. Le véhicule que conduisait Raymond Rivard, 39 ans, a subitement dérapé et est sorti de la route. Rivard est resté coincé dans son véhicule pendant de longues minutes, tandis que les pompiers tentaient de l'extraire du métal avec les pinces de désincarcération. Finalement libéré, il a été transporté à l'hôpital où un médecin a constaté son décès. La circulation sur cette portion de route a été paralysée pendant plusieurs heures, la police tentant de reconstituer les circonstances de l'accident. — *Karim Benessaïeh*

Marin noyé à Verchères

DES RECHERCHES INTENSIVES se poursuivaient hier soir afin de retrouver un marin philippin de 47 ans qui serait tombé de son bateau, vers 18 h 35. Le *Kent*, battant pavillon philippin, s'était engagé dans la Voie maritime du Saint-Laurent et s'approchait de Verchères. Le marin effectuait des tâches d'entretien sur le pont quand il a perdu pied. La garde côtière a entrepris des recherches, sans résultat. La Sûreté du Québec a également entamé son enquête. On envisage de faire appel à des plongeurs ce matin si les recherches sont toujours vaines. Entre-temps, le bateau est ancré au port de Contrecoeur. — *Karim Benessaïeh*

Un adolescent poignardé

UN ADOLESCENT DE 16 ANS a échappé de justesse à la mort après avoir été poignardé à plusieurs reprises par un autre jeune de 15 ans. La bagarre qui a failli tourner au drame est survenue vers 22 h 40 hier au parc municipal Peterborough, situé à l'intersection des rues Cellier et Châteauneuf, dans l'arrondissement d'Anjou, à Montréal. Les ados, qui se connaissent, se seraient querellés pour une raison inconnue, le plus jeune assénant plusieurs coups de couteau à son rival pour ensuite s'enfuir à toutes jambes. Traitée sur place par des techniciens d'Urgences-Santé, la victime a été transportée à l'hôpital, où les médecins ont craint pour sa vie pendant un moment. L'état de santé du jeune homme se serait toutefois stabilisé et il serait hors de danger. Quant à son présumé assaillant, il a été appréhendé vers 3 h 40 hier à son domicile par les enquêteurs du Centre opérationnel Est de la police de Montréal. L'adolescent de 15 ans devrait comparaître sous peu devant le tribunal de la jeunesse.

Formation adaptée gratuite pour personnes handicapées

Conception et entretien de pages Web

(60 semaines incluant 8 semaines de stage en entreprise)

Critères d'admissibilité

- Être une personne handicapée
- Habiter la région du Montréal Métropolitain couvert par les centres locaux d'emploi de la Montérégie
- Être prestataire de l'assurance-emploi ou l'avoir été au cours des 36 derniers mois (60 derniers mois si congé parental) ou prestataire de l'assistance-emploi (Sécurité du Revenu) ou être sans revenu.

Pour inscriptions et rens.: (450) 674-1812

Récipiendaire de la "Mention d'excellence" du concours "Hommages 2000" décernée par le Gouvernement du Québec

Service de développement **SCDM** d'employabilité de la Montérégie

Emploi Québec

Programme financé par :

On prépare l'avenir

3067412

Un produit rarissime, la crème analgésique Flex-O-Flex à la capsaïcine

- Un Flex-O-Flex ultra pénétrant
- Un Flex-O-Flex thermo-dynamique
- Un Flex-O-Flex à absorption osmotique
- Un Flex-O-Flex pharmaco-dynamique

Oui, une sensation d'intense chaleur à l'endroit de l'application dès le premier usage topique de la capsaïcine... ça chauffe.

La pratique modérée d'activités physiques des articulations, après l'application de la crème analgésique Flex-O-Flex peut être mise en place dès l'apparition des premiers symptômes.

Ce plan d'actions basé sur l'activité physique pondérée incluant des étirements et l'application de la crème à la capsaïcine peut vous apporter une hémocoagulation ou hyperhémie active c'est-à-dire une concentration salubre du sang là où ça fait mal.

Un produit

Bio-Actif

Montréal : (514) 272-1365

Mauricie : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365

Estrie : (819) 823-3322



MONTANA  PONTIAC

0% à l'achat**

Location 48 mois*

Mensualité	Comptant (ou échange équivalent)
358 \$	0 \$
308 \$	2 313 \$
268 \$	4 163 \$

LA PLUS FAIBLE CONSOMMATION D'ESSENCE DE SA CATÉGORIE[‡]
SÉCURITÉ 5 ÉTOILES[▲]
AIR CLIMATISÉ SANS FRAIS

Vos concessionnaires  du Québec

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant au véhicule neuf sélectionné 2002 en stock suivant : Montana (2UN16/R7A). Photo à titre indicatif seulement. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (voir tableau de mensualités). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 425 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. **Taux de financement à l'achat de 0 % disponible jusqu'à 48 mois, 1,9 % pour 60 mois. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. [†]Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2002. [▲]Sécurité 5 étoiles pour le conducteur lors des tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

La vie est trop compliquée pour s'encombrer de papperasse.

Inscrivez-vous au service de **facturation électronique** et laissez vos factures sur le Net.



Moins de papier. Plus de commodité. Le service de **facturation électronique** de Bell vous permet de consulter votre compte Bell en ligne! Voici ce qu'il vous offre GRATUITEMENT:

- Vérifiez le solde de votre compte mensuel en temps réel.
- Profitez d'un service plus rapide que la poste — un courriel vous avise dès que vous avez accès à votre plus récente facture en ligne.
- Obtenez vos états de compte précédents sur une période de 12 mois.
- Bénéficiez d'une information à laquelle vous seul avez accès à l'aide d'un NIP et d'un mot de passe.
- Supprimez la facture papier — choisissez l'option Suppression de la facture.

Inscrivez-vous en ligne dès aujourd'hui à www.bell.ca/compte

allez-y



Bell est une marque de commerce de Bell Canada.



Un piéton passe devant les bureaux du journal irlandais républicain *An Phoblacht* à Dublin. Ce journal a publié hier les excuses historiques de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) aux victimes civiles de sa campagne de violence en Irlande du Nord.

Excuses historiques de l'IRA



ISABELLE HAGHEY
LA PRESSE À LONDRES

Trente ans après l'une des pires atrocités des « Troubles », l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a offert pour la première fois ses excuses aux centaines de victimes civiles de sa longue et sanglante campagne de violence en Irlande du Nord.

Le vendredi, 21 juillet 1972, l'IRA a fait sauter au moins 21 bombes à Belfast. En 75 minutes de terreur, la capitale a été plongée dans le chaos le plus complet. Neuf personnes — dont sept civils — ont perdu la vie, et 130 autres ont été blessées dans ce terrible « Bloody Friday ».

« Bien qu'il n'était pas dans notre intention de blesser ou de tuer des non-combattants, le fait est qu'à cette occasion, et à plusieurs autres, cela fut la conséquence de nos actions », a déclaré hier la milice catholique. « Nous offrons nos sincères excuses et condoléances à leurs familles. »

Dans le langage militaire de l'IRA, les « non-combattants » excluent les membres de la police, de l'armée et des groupes paramilitaires protestants.

« On ne peut bâtir l'avenir en niant les erreurs et les échecs collectifs ou en fermant notre cœur au triste sort de ceux qui ont été touchés. Cela inclut toutes les victimes du conflit, combattants et non-combattants », a poursuivi l'IRA.

Le geste sans précédent arrive sans doute trop tard pour les proches des victimes des terroristes républicains, mais a été favorablement accueilli par la plupart des politiciens impliqués dans le fragile processus de paix de l'Ulster. « Cela représente un pas significatif dans le processus de guérison qui doit avoir lieu », a dit le premier ministre de l'Irlande, Bertie Ahern.

« C'est une admission de la terrible souffrance causée pendant les années du conflit, a souligné le ministre responsable de l'Irlande du Nord, John Reid. L'important, c'est de traduire ces sentiments dans la réalité. Les gens veulent l'assurance que ce genre de souffrance ne leur sera plus jamais infligé. »

Colin Parry, dont le fils, Tim, a été tué par une bombe de l'IRA en 1993, a affirmé à la BBC : « En vérité, cela ne me procure aucun réconfort. Ma souffrance est absolue et aucun mot de l'IRA ne pourra atténuer la perte de mon fils. Cela dit, je suis aussi actif dans le processus de paix que puisse l'être un citoyen ordi-

naire, et de ce point de vue, je peux apprécier ce qu'ils font. »

M. Parry s'est dit heureux de voir l'IRA adopter une attitude « que tous les autres considéreraient comme étant normale ». Il a ajouté que « des milliers de gens ont perdu la vie en vain. Je suppose que cette dispute aurait pu être résolue plus vite si les gens n'étaient pas morts dans les rues ».

L'IRA affirme dans sa déclaration qu'elle « demeure totalement vouée au processus de paix » en Ulster. Les observateurs pensent que la milice tente de créer un climat favorable aux négociations. Après s'être réunis d'urgence à Belfast, le 4 juillet, Tony Blair et Bertie Ahern ont laissé entendre que si les paramilitaires des deux camps ne montraient pas plus de bonne volonté, le gouvernement de Stormont pourrait bientôt plonger dans une nouvelle période trouble.

Les violences en Irlande du Nord ont fait 3600 morts depuis 1968, dont 1700 aux mains de l'IRA. Depuis le cessez-le-feu de 1994, la violence a diminué de façon marquée, mais les paramilitaires n'ont jamais complètement cessé leurs activités. L'automne dernier, trois membres de l'IRA ont été arrêtés en Colombie alors qu'ils initiaient des rebelles à l'art du terrorisme. De plus, les milices catholiques et protestantes orchestrent plus souvent qu'autrement les émeutes qui éclatent encore régulièrement dans les quartiers chauds de Belfast.

Sept colons tués dans une attaque palestinienne en Cisjordanie

Le sort d'Arafat divise le « quartette » sur le Proche-Orient

MICHAËL BLUM
Agence France-Presse

COLONIE D'EMMANUEL — Sept Israéliens, dont un bébé, ont été tués hier dans une embuscade palestinienne contre un autobus de colons en Cisjordanie, tandis que les principaux acteurs internationaux au Proche-Orient, réunis à New York, exprimaient leurs divergences.

Les partenaires des États-Unis au sein du quartette sur le Proche-Orient, la Russie, l'Union européenne (UE) et l'ONU ont condamné cette première attaque anti-israélienne meurtrière depuis le 20 juin, sans pour autant suivre Washington dans son exigence d'une éviction du président Yasser Arafat.

Un engin explosif a été actionné sur la route contre un bus qui arrivait à la colonie d'Emmanuel (Nord). Deux ou trois hommes armés, selon les témoins, ont alors attaqué le véhicule à l'arme automatique et à la grenade avant de s'échapper. L'embuscade a fait au moins 19 blessés, dont huit grièvement atteints. Une attaque similaire, dans les mêmes circonstances et au même endroit, avait fait 11 morts le 12 décembre.

Trois groupes armés palestiniens se disputaient la responsabilité de l'attaque. Un interlocuteur anonyme l'a revendiquée au nom des Brigades des martyrs d'al-Aqsa, groupe armé lié au mouvement d'Arafat, le Fatah. Les branches armées du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, gauche radicale) et du mouvement islamiste radical Hamas l'ont également revendiquée.

L'Autorité palestinienne a condamné les attaques contre les civils, sans toutefois dénoncer spécifiquement celle d'Emmanuel. « L'Autorité palestinienne rejette toute opération visant des civils, israé-



Photo AFP

L'ONU, l'Union européenne et la Russie ont rejeté hier l'éviction de Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, exigée par les États-Unis pour relancer le processus de paix au Proche-Orient.

liens et palestiniens », a-t-elle affirmé. « La paix et la sécurité ne peuvent pas être atteintes par des moyens militaires, l'agression, la réoccupation et la colonisation mais par des moyens politiques », a-t-elle ajouté.

Des rencontres entre le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, et des responsables palestiniens dans les prochains jours ont été reportées à la suite de l'attaque. La télévision israé-

lienne a précisé qu'une rencontre devait avoir lieu aujourd'hui et porter sur des allègements du blocus de la Cisjordanie.

Un responsable israélien a de son côté affirmé que l'embuscade montrait que les réformes palestiniennes étaient une « plaisanterie ». « Les Palestiniens ont repris leur jeu meurtrier habituel de tenter de tuer autant d'Israéliens et de juifs que possible », a déclaré un porte-parole du gouvernement, Arié Mekel.

À New York, l'ONU, l'UE et la Russie ont rejeté l'exigence de Bush d'une éviction d'Arafat, affirmant qu'elles continueraient à le reconnaître comme le dirigeant légitime des Palestiniens et à traiter avec lui en cette qualité, tout en soutenant son appel à la création d'un État palestinien d'ici trois ans.

« L'ONU continue de reconnaître le président Arafat et nous continuerons à travailler avec lui jusqu'à ce que les Palestiniens en décident autrement », a déclaré son secrétaire général, Kofi Annan.

« Le président Arafat est le dirigeant légitime élu de Palestine et tant qu'il aura cette qualité, nous continuerons à maintenir nos relations avec lui », a précisé le ministre des Affaires étrangères de la Russie, Igor Ivanov. « Nous parlons au dirigeant du peuple palestinien, il revient au peuple palestinien de décider qui est son dirigeant », a renchéri son homologue danois Per Stig Moeller, au nom de l'UE.

Le quartette devait ensuite rencontrer les chefs de la diplomatie égyptienne et jordanienne, ainsi qu'un représentant de leur collègue saoudien, avant une rencontre demain des trois ministres arabes des Affaires étrangères avec M. Bush.

Sur le terrain, l'armée israélienne a fait prisonniers 10 Palestiniens en Cisjordanie, dont le chef de la Force 17, la garde de M. Arafat, à Jéricho.

Le gouvernement turc convoque des élections anticipées

FLORENCE BIEDERMANN
Agence France-Presse

ANKARA – La coalition du premier ministre de la Turquie, Bulent Ecevit, a décidé hier de convoquer des élections législatives anticipées le 3 novembre, peu après avoir perdu la majorité au Parlement à la suite de nouvelles défections de députés.

« Les leaders de la coalition se sont mis d'accord pour convoquer les élections législatives anticipées le 3 novembre », a annoncé un communiqué officiel après un sommet réunissant Ecevit (parti de la Gauche démocratique DSP), Devlet Bahçeli (parti de l'Action nationaliste MHP, ultranationaliste) et Mesut Yilmaz (parti de la Mère patrie ANAP, centre droit).

Le Parlement doit à présent entériner cette date lors de la session extraordinaire qui a été convoquée pour le 1^{er} septembre à la demande du MHP. L'opposition ne semble pas devoir s'y opposer, ayant elle-même réclamé un tel scrutin.

Les élections législatives se tiennent tous les cinq ans et devaient normalement avoir lieu en avril 2004. Mais il est rare qu'elles ne soient pas anticipées.

Quelques heures auparavant, le gouvernement avait perdu la majorité au Parlement avec la défection dans la journée de 6 députés du DSP.

Ecevit, 77 ans, avait prévenu qu'il n'avait pas l'intention de démissionner même s'il perdait la majorité, dans des déclarations à la presse parues hier. « J'avais annoncé que je me retirerais si le gouvernement perdait la majorité à l'Assemblée, mais M. Bahçeli n'est pas du même avis », a-t-il déclaré au quotidien *Milliyet*, anticipant les nouvelles défections.

Le chef du parti d'opposition de la Juste voie (DYP, centre droit), Tansu Ciller, a dé-

claré que « le maintien du gouvernement au pouvoir n'est désormais conforme ni à la démocratie ni aux usages » politiques, dans une déclaration à la chaîne de télévision NTV.

Les trois partis au gouvernement ne détiennent plus que 275 sièges sur 550, alors que la majorité est de 276, selon un décompte publié par le Parlement.

Le DSP compte 69 députés, derrière le DYP (85 sièges), le MHP (127 sièges), et l'ANAP (79 sièges). Il détenait 128 sièges avant le début de la crise, le 8 juillet, marquée par la défection de 59 députés, dont 7 ministres, à la suite de divisions au sein du gouvernement sur les réformes à mener pour intégrer l'Union européenne et de l'état de santé défaillant d'Ecevit.

Le premier ministre et ses partenaires tentent ainsi de rester au pouvoir jusqu'aux élections anticipées et de garder la main, en décidant eux-mêmes de la date de leur tenue.

Ils sont en mesure d'y arriver tant que l'opposition ne réunit pas les voix de 276 députés requises pour les renverser. Or il lui faudrait encore 13 voix supplémentaires, correspondant à 13 sièges vacants.

Ecevit s'est opposé jusqu'au bout à des législatives anticipées, estimant qu'elles nuiraient au redressement économique du pays, plongé depuis février 2001 dans une grave crise dont il tente de sortir avec le soutien massif du Fonds monétaire international (FMI).

Mais l'incertitude politique qui plane depuis ses ennuis de santé au début de mai a lourdement affecté les marchés, faisant dégringoler la Bourse d'Istanbul.

Le ministre de l'Économie, Kemal Dervis, maître d'oeuvre du plan de redressement du FMI, a tenté de les rassurer en affirmant que le programme serait poursuivi.

La Bourse d'Istanbul s'est légèrement redressée après ces déclarations et dans l'espoir d'un dénouement à la crise, gagnant 1,6 % à la clôture.



Photo REUTERS

Le premier ministre de la Turquie Bulent Ecevit, 77 ans, a des problèmes de santé.

Liquidation!

PNEUS SILVERGUARD^{MD} ST, TOURING ET ULTRA IV

Séries n° 62000, 64000 et 68000. Tous les pneus 13 po 44,99 ch. Tous les pneus 14 po 54,99 ch. Tous les pneus 15 po 64,99 ch.

Garantie de 100 000-110 000 km contre l'usure*, suivant le modèle.

Dans la limite des stocks



rabais 35%

PNEUS MICHELIN[®] WEATHERWISE[®] DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

Garantie de 130 000 km contre l'usure*

Série n° 58000. Soldé, à partir de 74,74 ch. P155/80R13.

Autres formats, soldé 94,89-133,24 ch.

Weatherwise est une marque déposée de Sears

☎ COMMANDEZ: R2884 NE073A2 2 1



rabais 30%

PNEUS UNIROYAL TIGER PAW TOURING HR

Garantie de 90 000 km contre l'usure*

Série n° 15000. Soldé, à partir de 97,99 ch. P185/60R14.

Autres formats, soldé 104,99-139,99 ch.

☎ COMMANDEZ: R2884 NE073A2 3 1



*Détails complets chez Sears

service auto SEARS^{MC}

NOS SERVICES • PARALLÉLISME • FREINS • SYSTÈME DE REFRROIDISSEMENT • GRAISSAGE • HUILE ET FILTRE • MISE AU POINT • ET BIEN PLUS!

CENTRE DE L'AUTO

ANJOU*

BROSSARD*

LASALLE*

TÉLÉPHONE

514-353-7770

450-465-1000

514-364-7310

CENTRE DE L'AUTO

LAVAL*

ST-BRUNO

ST-LAURENT*

TÉLÉPHONE

450-682-1200

450-441-6603

514-335-7770

* COMPOSEZ LE POSTE 228

Recherchez ce symbole et appelez, sans frais, le 1-888-607-3277

Tous les articles accompagnés de ce symbole peuvent être achetés à votre magasin Sears ou commandés, sans frais, au numéro ci-dessus. Dans ce dernier cas, vous pouvez venir chercher l'article à n'importe quel magasin Sears ou nous pouvons le livrer à domicile à peu de frais.

PRIX EN VIGUEUR DU DIMANCHE 14 AU SAMEDI 27 JUILLET 2002, DANS LA LIMITE DES STOCKS

Copyright 2002, Sears Canada Inc.

CORRECTION DE LA VUE AU LASER

EXPÉRIENCE et QUALITÉ

Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de 40 000 interventions au LASIK. Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217. Informez vous sur la nouvelle technologie de correction de la vue sur mesure, Zyoptix.

Aussi bas que

590\$
/oeil*

SPÉCIAL D'ÉTÉ
(Se termine le 31 Juillet 2002)

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire, le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.

*Certaines conditions s'appliquent. Le prix peut varier selon votre prescription. Applicable sur une chirurgie des deux yeux.



Pierre Demers, MD
Ophtalmologiste
8 500 chirurgies

Avi Wallerstein, MD
Ophtalmologiste
17 000 chirurgies

Mark Cohen, MD
Ophtalmologiste
17 000 chirurgies

LASIK M.D.
MONTRÉAL

DES SOINS DE QUALITÉ
À UN PRIX ABORDABLE
(514) 845-1515

Tour IBM, 1250 René-Lévesque O.

Montréal Toronto Mississauga Niagara Falls

1-866-366-2020 • www.lasikmd.ca



UNE DES
50
MEILLEURES
COMPAGNIES
où TRAVAILLER
AU CANADA

On n'oublie jamais sa 1^{ère} voiture. Jusqu'à ce qu'on achète sa 1^{ère} Mercedes.

► **LA CLASSE C.** Pourquoi notre Mercedes de Classe C a-t-elle séduit un nombre record de conducteurs? Est-ce en raison de sa valeur étonnante? De sa sécurité pionnière? De sa qualité?

► Eh bien oui. Voyez-vous, la raison pour laquelle la Mercedes de Classe C

a autant de succès, c'est qu'elle offre une expérience remarquable à tout point de vue. Pas le moindre aspect n'a été négligé. Et c'est justement cette philosophie qui fait qu'une Mercedes est une Mercedes. En d'autres termes, c'est le summum... d'où la différence.

► Comment la Classe C fait-elle la différence? Via la superbe tenue de route d'une berline sport européenne. Une ingénierie inégalée en matière de sécurité: Un design séduisant. Une finition soignée qui frise l'obsession. Une excellence sur toute la ligne. Ce

qui inclut une valeur exceptionnelle, aujourd'hui et pendant de nombreuses années à venir. Qu'attendez-vous donc? Venez faire un essai routier sans tarder. Localisez le concessionnaire le plus proche au 1 800 387-0100, ou rendez-nous visite à www.mercedes-benz.ca.

Et tant que vous y êtes, profitez-en pour imprimer une brochure électronique. **UNE VALEUR ÉQUITABLE À PARTIR DE 37 950 \$***



Mercedes-Benz

Entrez dans l'univers Mercedes-Benz avec les articles griffés du catalogue *La Collection* en visitant www.mercedes-benz.ca

Attentat contre Chirac: l'enquête dépend des médecins

RÉMY BELLON
Agence France-Presse

PARIS — Les policiers ont entendu hier les parents de Maxime Brunerie, l'auteur de la tentative d'attentat contre le président de la France Jacques Chirac, mais la suite de l'enquête dépend de l'avis des médecins sur la responsabilité pénale du jeune homme, interné dans une unité psychiatrique.

Le juge d'instruction Jean-Baptiste Parlos a délivré lundi soir un

mandat d'amener à l'encontre de Brunerie. Cette décision signifie que si la mesure de placement d'office en unité psychiatrique, signée lundi par le préfet, était levée après avis des autorités médicales, le tireur du 14 juillet serait automatiquement présenté au juge d'instruction et mis en examen pour « tentative d'assassinat ».

Une éventuelle mise en examen préjugerait cependant pas de l'issue de l'enquête, une personne mise en examen pouvant en effet bénéficier ultérieurement d'un

non-lieu si l'expertise psychiatrique conclut à une irresponsabilité pénale.

Le juge Parlos a également désigné un médecin-expert qui devra se prononcer sur la responsabilité pénale de Brunerie au moment des faits.

Ses parents ont été entendus par les policiers après avoir interrompu leurs vacances en Espagne et être rentrés précipitamment en France lundi. « Ils sont abasourdis et ne comprennent pas ce qui a pu passer par la tête de leur fils », a-t-on indiqué de source policière, évoquant des « parents bouleversés », incapables de prévoir un tel geste. Lundi, la soeur de Maxime Brunerie avait exprimé le même étonnement.

Les policiers ont pu mieux cerner la personnalité du tireur, décrit par ses proches comme « renfermé, solitaire » bien « qu'ancré dans ses idées extrémistes et surtout racistes, qu'il ne dissimulait pas ».

En revanche, il était moins disert

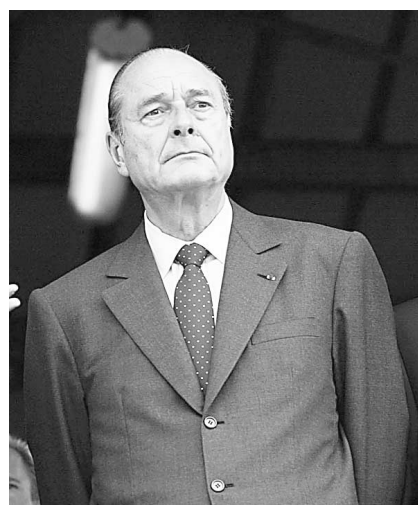


Photo AFP

Jacques Chirac

sur son militantisme actif au sein par exemple d'Unité radicale (UR), un mouvement d'extrême droite connu de la police pour ses « méthodes expéditives et paramilitaires ».

Ses proches savaient aussi, selon

la police, que Brunerie avait été candidat du Mouvement national républicain (MNR) d'extrême droite de Bruno Mégret, ex-candidat à la présidence qui a tenu à se démarquer de lui alors qu'Unité radicale a publié un message de « soutien » au jeune homme.

Les policiers ont entendu quelque 25 personnes — proches, militants d'UR, témoins de l'attentat —, depuis dimanche afin de mieux cerner la personnalité du tireur et les circonstances des faits. Une « certaine contradiction », dit un enquêteur, est apparue entre son caractère plutôt renfermé et son militantisme très actif dans l'extrême droite depuis de nombreuses années.

Mais selon les témoins, « rien ne laissait présager un tel geste », rapporte la police qui compare parfois Brunerie à Richard Durm, auteur d'un massacre en mars dernier au conseil municipal de Nanterre et qui s'était suicidé dans les locaux de la police.

@ la Baie

NETTOYAGE DE MOQUETTES
Rabais de 25 % à 45 %

49 \$ 2 pièces et 1 vestibule*
Rabais de 19 \$. Notre prix ord.: 68 \$

74 \$ 5 pièces et 1 vestibule*
Rabais de 61 \$. Notre prix ord.: 135 \$

99 \$ Maison au complet
5 pièces, 1 vestibule*, 13 marches
Rabais de 75 \$. Notre prix ord.: 174 \$

Notre méthode de nettoyage en profondeur déluge la saleté, ravive les couleurs et rafraîchit les fibres.

NETTOYAGE DE MEUBLES
49 \$ 1 canapé - Rabais de 10 \$
Nettoyage à la vapeur.
Frais additionnels pour tissus spéciaux, coussins de dossier non attendants et meubles modulaires. Notre prix ord.: 59 \$.

NETTOYAGE DE CONDUITS
Maison au complet**
Comprend: nombre illimité de sorties d'air et de conduits, nettoyage gratuit des plaques d'aération

179 \$

Renseignez-vous sur notre désinfectant entièrement naturel

Cette semaine seulement
Nettoyage de la soufflerie et des serpentins
69 \$
Notre prix ord.: 120 \$

Notre équipement de qualité professionnelle nettoie votre système par aspiration en utilisant des filtres à très haute efficacité, qui retiennent jusqu'à 99,97% des irritants en suspension dans l'air.

Offre valide jusqu'au 20 juillet 2002.

1 800 818-7779

Pour les services de nettoyage résidentiel Hbc, faites le «1». Service téléphonique accessible dès 8 h!

HBC SERVICES À DOMICILE

- NETTOYAGE RÉSIDENTIEL
- SÉCURITÉ RÉSIDENTIELLE
- DÉCORATION INTÉRIEURE
- RÉNOVATION RÉSIDENTIELLE

COMPRENANT: QUALITÉ • FIABILITÉ • COMMODITÉ

la Baie

J'aime, j'achète!

Primes HBC

*Vestibules jusqu'à 10 pi. Prix fixé séparément pour les escaliers. Moquette fine seulement. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Frais additionnels pour moquette en laine. Renseignez-vous sur notre désinfectant et notre traitement de protection des fibres. **Pour système de chauffage simple et système monozone. Services résidentiels seulement. Frais additionnels pour portes d'accès. L'équipement illustré peut être différent de celui qui est utilisé.

Copyright 2002 Compagnie de la Baie d'Hudson 30665902

Collecte de sang

Centre Jacques-Cartier
1401, chemin Chambly (angle Sainte-Foy) Longueuil

Demain 18 juillet
13 h à 20 h

Centre Rockland
2305, Chemin Rockland - Mont-Royal

18 au 20 juillet

Demain et vendredi 13 h30 à 20 h
Samedi 10 h à 16 h

Galleries des Sources
3237, boulevard des Sources

19 et 20 juillet

Vendredi 10 h à 18 h
Samedi 10 h à 16 h

Sauvez quelqu'un cet été!

Info-collecte:
514 832-0873 • 1 800 343-7264

**DONNEZ DU SANG.
DONNEZ LA VIE.**

La sécurité du président de la France renforcée

Agence France-Presse

TOULOUSE — La sécurité du président français Jacques Chirac a été discrètement renforcée à l'occasion d'un visite hier sur le site d'une future usine d'assemblage de l'Airbus A380, dans la banlieue de Toulouse (Haute-Garonne, Sud-Ouest), a-t-on appris auprès des responsables locaux des forces de l'ordre.

Il s'agit du premier déplacement de Chirac depuis l'attentat manqué de dimanche. Les autorités se sont refusées à donner des chiffres, mais ont reconnu que les moyens avaient été renforcés.

Le colonel Richard Lizurey, commandant du groupement de gendarmerie de Haute-Garonne, s'est contenté de parler « d'efforts significatifs pour éviter tout acte de malveillance ou atteinte à l'ordre public ». Le dispositif de sécurité comprend localement des gendarmes, des policiers nationaux et municipaux, tandis que Chirac est accompagné par le Groupe de sécurité de la présidence.

VOLVO
pour la vie

DISTINGUÉES, FIÈRES ET DE PLUS EN PLUS RARES.



VOLVO S60 2002

PROFITEZ DU SOLDE ESTIVAL DE VOLVO.

AVEC DES TAUX PAREILS, LE TEMPS NE POURRAIT ÊTRE MIEUX CHOISI POUR VOUS PROCURER UNE VOLVO 2002 NEUVE. MAIS CES OFFRES SPÉCIALES SE TERMINERONT BIENTÔT. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE CONCESSIONNAIRE VOLVO OU VISITEZ WWW.VOLVOCANADA.COM

FINANCEMENT

3,8%

JUSQU'À 60 MOIS*

LOUER POUR

449 \$[†]

/MOIS (48 MOIS)

PLAN DE CRÉDIT-BAIL DE LA S60

Acompte:	3 350,00 \$
Dépôt de garantie:	000,00 \$
Premier paiement mensuel:	449,17 \$
Montant dû à la livraison:	3 799,17 \$
Frais de transport, livraison et préparation, taxes, immatriculation et assurance en sus	

BOÎTE DE VITESSE AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS • MOTEUR DE 168 CV • RÉGULATEUR DE STABILITÉ ET DE TRACTION • ROUES EN ALLIAGE • SIÈGES CHAUFFANTS À DEUX RÉGLAGES • SYSTÈME DE SÉCURITÉ AVEC DEVERROUILLAGE DES PORTES TÉLÉCOMMANDÉ • FREINS À DISQUE ASSISTÉS AUX QUATRE ROUES • PLUS LES LÉGENDAIRES (ET NOMBREUX) ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ



Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 725-9394

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Laval
VOLVO LAVAL
div. de: Boulevard St-Martin Auto
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

Le PDSF pour une Volvo S60 2.4 2002 est de 36 495 \$. *Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation du crédit. À titre d'exemple, pour la location d'une Volvo S60 2.4 2002 avec boîte automatique: 449,17 \$ par mois pendant 48 mois à un taux annuel de 3,8% avec 3 350,00 \$ d'acompte. Le coût total de location est de 21 560,16 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail: 17 003,80 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Premier paiement mensuel dû au début du contrat de crédit-bail. Dépôt de garantie non requis jusqu'au 31 août 2002. Kilométrage limité à 20 000 km par an (frais de 0,08 \$ par kilomètre excédentaire). Exemple de financement à l'achat: pour 25 000 \$ financés à 3,8% sur 36 mois, les mensualités sont de 736,99 \$. Coût total du prêt: 1 531,64 \$. Les offres de location et de financement s'excluent mutuellement et ne peuvent pas être combinées. Frais de transport et de livraison de 1 050 \$. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. L'offre s'applique aux Volvo S60 2002 neuves en inventaire achetées ou louées chez les concessionnaires Volvo participants dans la limite des stocks disponibles. Certaines conditions s'appliquent. Le véhicule illustré est équipé de roues en option. Demandez tous les détails à votre concessionnaire Volvo. ©2002 Automobiles Volvo du Canada Ltée.

Mobilisation contre Coca-Cola à l'appel des syndicats

Militants syndicaux tués en Colombie par des escadrons de la mort

JOONEED KHAN

Un an après avoir accusé la multinationale Coca-Cola, devant une cour américaine et avec le soutien de syndicats américains, de tactiques antisyndicales allant jusqu'au meurtre en Colombie, la centrale Sinaltrainal continue de faire l'objet de harcèlements et de menaces de mort ciblant ses dirigeants et ses militants.

C'est ce qu'indique le Syndicat national de travailleurs de l'industrie des aliments (Sinaltrainal) dans un message diffusé par courriel en date du 9 juillet.

Dans trois jours, une série d'activités est prévue à Atlanta, en Géorgie, où se trouve le siège de Coca-Cola, pour sensibiliser l'opinion et renforcer la mobilisation à l'échelle mondiale.

Selon Luis Javier Correa Suarez, président de Sinaltrainal, 14 hauts dirigeants de son syndicat ont été assassinés ces récentes années, dont sept au moins travaillaient pour Coca-Cola, dont ils réclamaient une



En Italie, un réseau « altermondialiste » a redessiné le logo de la multinationale Coca-Cola pour sa campagne de boycottage.

paie équitable et le respect de l'environnement.

« Les autorités colombiennes n'ont jamais enquêté sur ces crimes et Sinaltrainal ne croit plus à l'impartialité de la justice en Colombie », écrit l'agence de presse *Amicol*, qui dit « soutenir la campagne en vue d'internationaliser la question ».

Coca-Cola, à Atlanta, et ses par-

tenaires colombiens, Panamco Gaseosas et Bebidas y Alimentos, rejettent les accusations. Elles estiment que celles-ci font partie d'une campagne politique. Mais aux dernières nouvelles, elles n'avaient toujours pas intenté les poursuites en dommages qu'elles menaçaient de déposer l'an dernier contre les « diffamateurs ».

L'affaire a été médiatisée aux

États-Unis. « Personne ne conteste que le 5 décembre 1996, des tueurs sont entrés dans l'usine de Coca-Cola à Carepa et ont tué Isidro Gil », écrit le *Journal-Constitution* d'Atlanta. Ou qu'en 1994 ils avaient tué José Manco et Luis Gomez à la même usine, rapporte le *New York Times*.

Ce que contestent les accusés, c'est l'allégation des plaignants qu'ils ont recours aux milices paramilitaires de droite, les AUC (Unités d'autodéfense de Colombie), pour casser les syndicats en assassinant ou en intimidant les militants syndicaux. « Ce qui est arrivé est tragique, mais la compagnie n'avait rien à voir avec ces assassinats », affirme Rodrigo Calderon, de Coca-Cola, cité par le quotidien d'Atlanta.

La guérilla de gauche s'en prend aussi à Coca-Cola, tuant des employés, brûlant des camions et extorquant de l'argent, a dit Calderon, ajoutant que les distributeurs de Coca-Cola avaient baissé de 3 % en Colombie, et que plus de 80 municipalités du pays étaient « hors d'accès ».

James P. Hoffa, président des Teamsters, a dirigé en avril une délégation d'employés de Coca-Cola de Colombie, du Guatemala, du Zimbabwe et des Philippines à

l'assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie à Washington. « Le meurtre n'est pas un simple problème de relations publiques », leur a-t-il dit. La délégation a aussi visité Harvard et tenu des assemblées publiques.

À Atlanta, le *School of the Americas Watch* s'est joint à la campagne. L'École des Amériques, autrefois basée au Panama, forme désormais les soldats sud-américains à Fort Benning, en Géorgie. « C'est une école pour promouvoir les intérêts de l'entreprise privée, et les dirigeants syndicaux ainsi que les militants des droits humains sont les cibles de sa terreur », lit-on sur le site Web www.soaw.org.

D'Atlanta, la campagne a rejoint un réseau « altermondialiste » en Italie appelé « Kill a Multi » : le boycottage de Coca-Cola est venu s'ajouter à celui de McDonald's, Shell, Nike, Disney, Nestlé, Mitsubishi, Microsoft, Benneton, IBM, Danone, et Ikea.

La mobilisation à Atlanta commencera avec un forum le samedi 20 juillet, avec la participation d'une quinzaine d'organisations, dont l'AFL-CIO, les métallurgistes unis, ainsi que Human Rights Watch et Amnistie internationale. Lundi, une vigile aura lieu au QG de Coca-Cola, accompagnée d'une conférence de presse.

Bush dévoile sa stratégie antiterroriste

Le document soumis au Congrès estime le coût annuel de la défense intérieure à 100 milliards

d'après AFP

WASHINGTON – Le président des États-Unis George W. Bush a demandé au Congrès des pouvoirs accrus en lui soumettant, hier un plan stratégique détaillé pour contrer le terrorisme et mettre l'Amérique durablement à l'abri d'attentats perpétrés avec des armes de destruction massive.

Ce plan, qui était en chantier depuis huit mois, viendra appuyer la transformation des services de sécurité intérieure en un puissant ministère de près de 200 000 personnes, qui regroupera des services dispersés dans plus d'une centaine d'agences et de services fédéraux.

En présentant cette stratégie, le président Bush a souligné que les États-Unis restaient un pays confronté à une menace « nouvelle et changeante, revêtant de nombreuses formes, souvent invisibles », et il a appelé ses compatriotes à relever ce défi.

Le document de 70 pages soumis par Bush au Congrès comprend un large éventail de mesures, dont un certain nombre avaient déjà été

rendues publiques lors de l'annonce de la réorganisation de la défense intérieure.

Mais il prévoit aussi des mesures nouvelles, comme l'extension des pouvoirs du président pour procéder à une réorganisation des structures fédérales et un réexamen des tâches confiées à l'armée, pour lui permettre d'intervenir sur le territoire national pour appuyer la sécurité intérieure. Il recommande aussi un inventaire complet des infrastructures vitales du pays et la mise en oeuvre d'un plan secret pour en assurer la protection.

Parmi les autres mesures avancées par le plan figurent :

> L'accélération de la réorganisation du FBI pour en faire surtout une agence antiterroriste et le renforcement de ses capacités d'analyse.

> La création d'une division du renseignement sur les menaces terroristes au sein du future ministère de la sécurité intérieure.

> La mise en place « d'équipes rouges » de faux terroristes chargés de tester l'efficacité des mesures en place.

> L'amélioration des protections des grands réseaux informatiques.

> Le renforcement de la coopération internationale dans la lutte antiterroriste et l'élargissement des

procédures d'extradition.

> L'accroissement des contrôles de conteneurs maritimes dans les ports de départ.

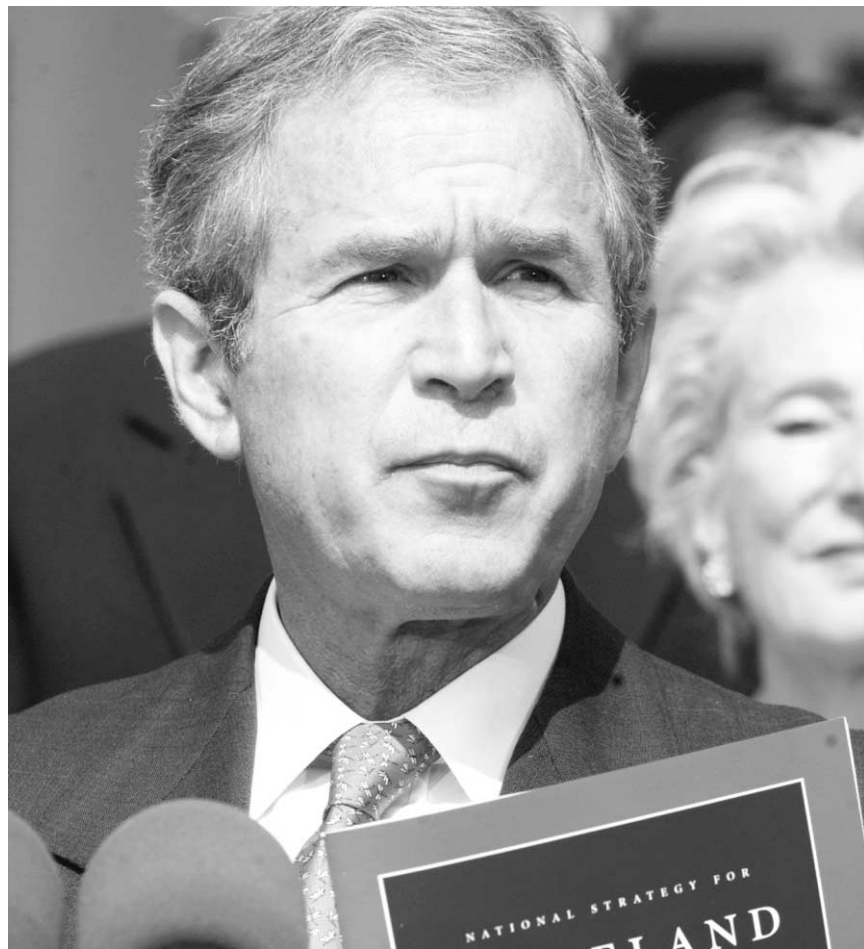
> Des normes uniformes nationales sur l'obtention du permis de conduire.

Bush a aussi appelé le secteur privé à coopérer pour protéger le pays en développant de nouvelles technologies et en accélérant la recherche médicale.

« Cela représente un défi aussi formidable que les plus grands jamais affrontés par les États-Unis. Mais cela ne nous intimide pas. Nous possédons la détermination et les ressources pour vaincre nos ennemis », a affirmé le président.

Le document estime le coût total annuel de la défense intérieure à 100 milliards US. « C'est substantiel », admet-il. Mais cet effort entraînera des « bénéfices énormes » en réduisant les risques terroristes et en limitant les conséquences en cas d'attaque, assure-t-il.

En présentant son plan à un groupe de parlementaires hier à la Maison-Blanche, le président a aussi appelé les deux chambres du Congrès à entamer avant la fin des vacances parlementaires d'août leur examen sur la mise en place du ministère de la sécurité intérieure, afin qu'il devienne une réalité dès le début de l'an prochain.



Le président des États-Unis George W. Bush a présenté hier un plan stratégique pour contrer le terrorisme.

Photo REUTERS

11 septembre : nouvel acte d'accusation contre Moussaoui

d'après AFP

WASHINGTON — Un nouvel acte d'accusation à l'encontre de Zacarias Moussaoui, le seul inculpé dans les attentats du 11 septembre, fait état d'éléments « aggravants » dans la préparation du complot terroriste. Ils pourraient renforcer l'accusation dans sa requête d'une condamnation à mort.

L'acte d'accusation, rendu public hier par le tribunal d'Alexandria, près de Washington, a été soumis par le département de la Justice à un « Grand Jury » (chambre d'accusation composée de jurés populaires siégeant à huis clos), qui l'a approuvé.

Il ne contient pas de nouveaux chefs d'accusation, mais fait état de facteurs « aggravants » afin, selon une source judiciaire, de s'assurer que le Français sera exécuté s'il est reconnu coupable d'implication dans la préparation des attentats contre New York et le

Pentagone, qui ont fait 3063 morts et disparus.

La juge du tribunal d'Alexandria, Leonie Brinkema, a annoncé hier que Moussaoui serait à nouveau formellement inculpé demain en audience publique, en présence du prévenu.

La volonté de l'administration Bush de renforcer le dossier à son avantage a été motivée par la décision prise le 24 juin par la Cour suprême des États-Unis concernant l'inconstitutionnalité des condamnations à mort prononcées par des juges, et non des jurys populaires, a-t-on précisé de même source.

« Pour chaque dossier relatif à la peine de mort au niveau fédéral, à travers le pays, le gouvernement doit rédiger de nouveaux actes d'accusation consécutivement à cette décision de la Cour suprême », a expliqué cette source proche du dossier Moussaoui.

Le nouvel acte d'accusation décrit à nouveau avec précision la façon dont les parcours de plusieurs des 19 pirates de l'air croisent celui de Moussaoui. Selon le département de la Justice, l'inculpé aurait lui aussi été à bord de l'un des avions détournés s'il n'avait pas été arrêté le 16 août dans le Minnesota par le FBI.

Il réaffirme les accusations pesant sur lui, dont les quatre premières sont passibles de la peine de mort : complot pour commettre des actes internationaux de terrorisme, des actes de piratage à bord d'un avion, pour détruire des avions et utiliser des armes de destruction massive, complot pour tuer des Américains et détruire des biens immobiliers.

À quoi le département de la Justice a ajouté, sous la mention « Avis relatif à de nouveaux éléments », des indications « aggravantes ».

L'accusation insiste notamment sur le fait que Moussaoui, aujourd'hui âgé de 34 ans, avait « plus de 18 ans (l'âge de la majorité) au moment des faits » qui lui sont reprochés. « Zacarias Moussaoui a commis les délits décrits dans les quatre premiers chefs d'accusation après planification élaborée et préméditation dans le but de causer la mort d'une personne et commettre un acte de terrorisme », stipule l'acte d'accusation amendé.

L'inculpé a en outre « commis ces délits d'une manière particulièrement haineuse, cruelle, dépravée, qui implique torture et mauvais traitements à l'égard des victimes ». Il a commis ces délits « en connaissance de cause des risques de mort pour une ou plusieurs personnes » et en s'engageant « délibérément dans un acte de violence... au mépris de la vie humaine et de la possibilité que des personnes succombent à la suite de cette action ».

Derrière chaque Série 3, il y a un futur propriétaire de Série 3.

Tenue de route légendaire, style inimitable et fougueux moteur 6 cylindres en ligne libérant jusqu'à 225 chevaux. La nouvelle Série 3 2002 de BMW vous entraîne au bout de vos désirs... Allez, suivez votre instinct.



BMW Série 3
berline
coupé
cabriolet
Touring

www.bmw.ca
1 800 667-6679



Le plaisir
de conduire.™

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

La lumière au bout du tunnel



MAURICE JANNARD

maurice.jannard@lapresse.ca

L'administration de George W. Bush commence à saisir finalement que la méfiance des marchés financiers à l'endroit du régime capitaliste américain est profonde.

Le président républicain croyait que ses deux discours en moins d'une semaine devant des gens d'affaires finiraient par rétablir la confiance des investisseurs.

Tel ne fut pas le cas : les titres boursiers s'échangent maintenant à leur niveau d'il y a cinq ans, tandis que le dollar américain s'échange à parité avec l'euro, après avoir perdu 16 % de sa valeur.

Il fallait des gestes concrets. Au cours des dernières journées, heureusement, les pouvoirs publics aux États-Unis ont lancé des signaux encourageants.

Le Sénat américain a adopté à l'unanimité, lundi soir, par un vote de 97-0, un projet de loi soumis par le démocrate Paul S. Sarbanes, qui modifie grandement les règles de conduite des dirigeants d'entreprise et les principes de comptabilité.

La création d'une commission de surveillance des normes comptables, l'interdiction pour les firmes de vérification d'obtenir des contrats à titre de consultants et le resserrement du travail des analystes financiers dans les firmes de courtage constituent un excellent départ vers une réforme majeure.

Puis, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Alan Greenspan, dans un discours très attendu et rediffusé en direct dans le monde entier par le réseau CNN, est venu rappeler hier quelques vérités qui devraient rassurer le public.

Premièrement, les principaux éléments de l'économie américaine demeurent en bonne santé : les consommateurs continuent de dépenser à un rythme soutenu, les prix à la consommation augmentent peu et la productivité des entreprises et des travailleurs reste élevée.

Incidentement, cet élément de confiance se répercute ici puisque la Banque du Canada a augmenté hier les taux d'intérêt de 25 points pour porter le taux directeur à 2,75 pour cent. Le gouverneur David Dodge justifie cette hausse par le fait que la reprise économique au Canada demeure plus forte que prévu.

L'indignation de M. Bourque



MICHÈLE OUMJET

michele.oujmet@lapresse.ca

L'ex-maire de Montréal et chef de l'opposition, Pierre Bourque, est offusqué et il accuse l'administration Tremblay d'avoir torpillé son projet de relance du Cinéma V dans l'ouest de Montréal. Rensversant !

M. Bourque fait du révisionnisme historique. Permettez-nous de lui rappeler quelques faits, histoire de remettre les pendules à l'heure. Des faits qu'il a d'ailleurs soigneusement évité de mentionner lorsqu'il s'est étouffé d'indignation devant les journalistes lundi.

Dès le début, le dossier du Cinéma V a été mal ficelé. M. Bourque, qui régnait alors sur Montréal, s'est jeté tête baissée dans cette affaire gérée à la petite semaine, gaspillant l'argent des contribuables sans exiger aucune garantie auprès de l'organisme sans but lucratif responsable du projet.

Mais reprenons l'histoire depuis le début. Au milieu des années 1990, deux personnes impliquées dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, Allan Patrick et Sonia Biddle, se présentent au bureau de l'ex-maire Bourque avec un projet : retaper le vieux Cinéma V et en faire un haut lieu de la culture avec café, salle de spectacle multimédia et cinéma.

Séduit, Pierre Bourque accepte. En août 1999, la Ville achète la vieille bâtisse un demi-million et s'empresse de la louer 1 \$ pendant 60 ans à la Corporation cinéma VI créée par Sonia Biddle et Allan Patrick qui, entre-temps, ont pris du

Deuxièmement, le président de la banque centrale américaine a attaqué de front le dossier des scandales financiers, contrairement au représentant de la Maison-Blanche. « Notre système économique ne pourra atteindre son potentiel à moins que les lois régissant les marchés financiers et les entreprises ne soient perçues comme équitables », a-t-il dit. « La fraude et la falsification sont des vols de la propriété. »

Ces scandales reposent en partie sur la conduite frauduleuse de certains dirigeants, infectés par le virus de la cupidité. Les présidents de compagnie doivent faire preuve de transparence dans la transmission des rapports financiers.

En outre, un des cancers qui ronge le monde industriel est l'octroi aux dirigeants de régime d'options (achat d'actions), qui représente souvent plus de la moitié des revenus des cadres.

Ces régimes doivent être inscrits comme des dépenses. Plusieurs entreprises canadiennes (Cognos et Celestica notamment) auraient affiché des pertes si les options d'achat avaient été comptabilisées.

Daillors, durant la journée, la compagnie Coca-Cola a fait savoir qu'elle considèrera à l'avenir les « stock-options » comme un élément de dépense, geste qui a été applaudi par le président de la Fed. Le milieu des affaires canadien doit appliquer dans les plus brefs délais ce type de mesure.

...

Il y a une semaine, la réforme des institutions financières semblait irréalisable. La dégringolade des marchés boursiers et le désabusement total des investisseurs auront lancé une onde de choc salutaire.

Aujourd'hui, le changement vient du Congrès américain lui-même et il est approuvé par le plus haut dirigeant de la Réserve fédérale, un personnage dont la crédibilité dépasse celle de tout président des États-Unis.

Reste à voir si M. Bush apposera sa signature à une telle refonte qu'il qualifie de sévère d'ailleurs, car elle va plus loin que la simple augmentation des peines d'emprisonnement pour les dirigeants de compagnie malhonnêtes.

Le comportement des entreprises est devenu maintenant un enjeu électoral lors du scrutin de novembre ; les citoyens américains se prononceraient quand ils iront aux urnes pour renouveler le tiers des membres du Congrès.

La pression politique et la dégringolade des marchés auront amené finalement une évolution dans l'attitude de l'élite financière : il était temps.

galon, devenant respectivement conseillère municipale dans l'équipe Bourque et conseiller politique du maire. Pas très transparent.

Le vérificateur de la Ville avait d'ailleurs semoncé Pierre Bourque car aucun autre organisme n'avait été approché pour prendre en charge le vieux cinéma. Un blâme que l'ex-maire avait écouté avec désinvolture, laissant tomber du bout des lèvres : « Oh, vous savez, moi, les blâmes... »

La Ville avait promis qu'elle ne mettrait pas un sou dans le bâtiment délabré. Mais c'était sans compter sur le zèle de Pierre Bourque qui n'a pas hésité à lâcher un autre demi-million pour financer les rénovations qui ont, évidemment, coûté plus cher que prévu.

L'ex-maire était prêt à verser un troisième demi-million mais seulement si la Corporation ramassait, de son côté, le même montant. Résultat de la collecte : zéro. Personne dans le privé n'était prêt à risquer un seul sou dans cette aventure.

Aujourd'hui, la situation est inquiétante. La Corporation est au bord de la faillite. Elle doit 125 000 \$ à des entrepreneurs et ses coffres sont vides. Elle espérait sauver la mise en recevant un million du programme fédéral d'infrastructures mais Ottawa et Québec ont refusé de verser l'argent.

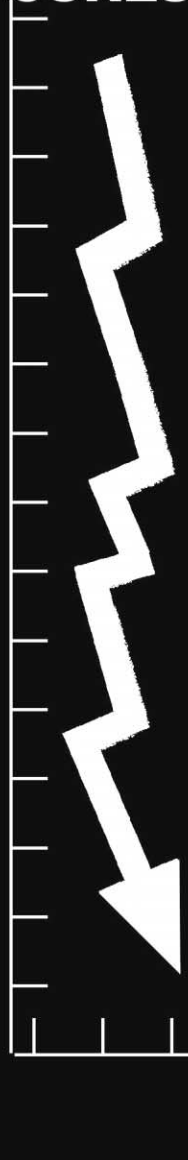
Que faire avec ce gâchis ? Engouffrer encore de l'argent ? La Ville cherche une solution, elle discute avec un entrepreneur privé prêt à construire des condos dans une partie de l'édifice tout en essayant de réaliser une partie du projet culturel initial.

Pendant que Pierre Bourque s'époumone en criant au meurtre et exige la tenue d'une consultation publique, la Ville essaie de sortir de ce gâchis. Un gâchis créé de toutes pièces par Pierre Bourque.



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

DOW JONES



LE DISCOURS DE GREENSPAN ...



DOW JONES



BORDEAU '02

Droits réservés

DOCUMENT

Le virus de la cupidité

ALAN GREENSPAN

Nous vous présentons ici un extrait de l'intervention du président de la Réserve fédérale américaine, hier, devant la Commission bancaire du Sénat.

CES DERNIÈRES années, si seulement un des nombreux remparts mis en place pour garantir l'évaluation juste des entreprises avait tenu, il aurait été impossible de diffuser à si vaste échelle l'information erronée qu'ont reçue les actionnaires et investisseurs potentiels. Dans de trop nombreux cas, aucun de ces remparts n'a résisté. Avocats, vérificateurs internes et externes, conseils d'administration, analystes de valeurs de Wall Street, agences de notation et grands actionnaires institutionnels ont tous été trompés, pour une raison ou une autre, par ceux qui ont trahi la confiance essentielle à la bonne santé des marchés, et personne n'a donc lancé l'alerte.

Or, nous ne savons pas pourquoi ont failli les mesures de contrôle et de vérification des entreprises, qui avaient pourtant raisonnablement bien rempli leur tâche par le passé. Il est certain qu'au départ, la hausse rapide de la capitalisation des marchés boursiers à la fin des années 90 a probablement engendré mille et une situations propices à l'expression la plus pure de l'avarice. Une forme de virus de la cupidité s'est vite propagée dans la plupart des milieux financiers et nos gardiens traditionnels de l'information financière ont été assaillis de toutes parts.

Beaucoup trop de dirigeants d'entreprises se sont mis à chercher des moyens de « faire fructifier » certains gains sur les marchés boursiers. C'est ainsi que la distribution, pourtant fort souhaitable, de participations et d'options d'achat aux dirigeants d'entreprises a créé un effet pervers inverse incitant plutôt les responsables à gonfler les revenus déclarés afin de maintenir le cours des actions à un niveau élevé, et toujours en hausse.

Ce résultat suggère que la pratique de l'octroi d'options d'achats a été mal structurée, échouant dans son objectif d'aligner les meilleurs intérêts des actionnaires avec ceux des dirigeants, paradigme essentiel à une régie d'entreprise efficiente. En fait, les incitatifs ainsi créés ont prévalu sur le bon jugement d'un trop grand nombre de gestionnaires.

Ce n'est pas que les êtres humains soient devenus plus cupides que les générations précédentes, mais les voies pour exploiter



PHOTO REUTERS

Alan Greenspan

cette cupidité étaient devenues gigantesques. La rupture récente des barrières de ruption pourrait être attribuable à un genre de frénésie générale de spéculation qu'on ne voit qu'une seule fois par génération et qui serait maintenant bel et bien calmée. Les occasions de méfaits rentables se faisant désormais plutôt rares, il est peu probable de voir émerger dans un proche avenir autant de pratiques douteuses.

Apprendre de nos leçons

Certes, durant les prochaines semaines, d'autres crimes seront dévoilés, à mesure que les dirigeants d'entreprises repentis rendront publics leurs résultats financiers redressés. Cependant, même si le gros de la tempête est passé, l'histoire nous rappelle que la mémoire est une faculté qui oublie. Donc, il nous revient de mettre en application les leçons apprises pour prévenir toute nouvelle occurrence dans l'avenir.

L'un des pôles de cette réforme de la régie des entreprises doit évidemment être articulé autour de l'amélioration du fonctionnement de notre économie. Dans un autre ordre d'idée, qui rejoint cependant le premier, les actionnaires doivent être convaincus que la régie d'entreprise est adéquatement structurée de manière à répartir de

façon équitable les gains financiers entre les actionnaires existants et les hauts dirigeants de l'entreprise. La possession d'actions est désormais principalement réservée au placement, plutôt qu'au contrôle de l'entreprise. Nos vastes marchés financiers hautement liquides permettent aux grands actionnaires institutionnels de vendre leurs actions lorsqu'ils décèlent des manques dans la régie d'entreprise, puisqu'ils ne peuvent les régler.

C'est ainsi que le contrôle de fait se retrouve aux mains des hauts dirigeants. Les actionnaires autorisent machinalement la liste des administrateurs recommandée par les chefs de la direction. Il faut habituellement que les problèmes prennent une grande importance avant qu'un chef de la direction ne soit contesté par des actionnaires dissidents ou par voie d'OPA hostile.

À mon avis, toute démonstration de laxisme en matière de régie d'entreprise est essentiellement symptomatique de négligence de la part de la direction. Il est donc essentiel pour qu'un conseil d'administration joue efficacement son rôle, de mettre en place des administrateurs indépendants, dont le vote n'est pas assujéti à celui du chef de la direction. Toutefois, nous devons veiller à ce que le processus ne crée pas un groupe d'administrateurs rivaux et des sources de pouvoir conflictuelles qui ne compromettraient l'efficacité tant désirée. Le fonctionnement de toute entreprise exige un point central d'autorité.

Finalement, le dirigeant de l'entreprise doit être investi des pleins pouvoirs pour mettre en oeuvre les stratégies de l'entreprise, mais il a également le devoir de rendre compte avec le plus de précision possible, aux actionnaires et aux investisseurs probables, de la situation découlant de telles stratégies. Sans la mise en place de sanctions sévères pour non-conformité, mesure préconisée par plusieurs, nos systèmes comptables et autres éléments de la régie d'entreprise ne fonctionneront qu'à piètre régime. (...)

Mais avant tout, le but de l'exercice est de trouver comment soutenir le fondement juridique d'un capitalisme de marché libre : les droits de propriété des actionnaires et d'autres propriétaires de fonds propres. La fraude et la tromperie constituent un vol de propriété. J'ai la conviction que dans l'ensemble, à moins que les lois régissant le fonctionnement des marchés et des entreprises ne soient perçues comme équitables, notre système économique ne pourra jamais réaliser son plein potentiel. (...)

SOLDE D'ÉTÉ



Solde à choix multiples

a)


GRAND AM  **PONTIAC**
299 \$/mois**
Location 48 mois
0 \$ comptant

Moteur Ecotec, boîte manuelle 5 vitesses et climatiseur.

Modèle SE

b)


ENVOY 

Modèle SLE 4x4

488 \$/mois**
Location 48 mois

Utilitaire sport de l'année 2002 selon Motor Trend.

c)


GRAND PRIX  **PONTIAC**
369 \$/mois**
Location 48 mois
0 \$ comptant

Boîte automatique, V6 3,8 litres 200 HP, roues de 16 pouces en aluminium.

Modèle GT

d)


RENDEZVOUS  **BUICK**

Modèle CX

398 \$/mois**
Location 48 mois

 29 998 \$ à l'achat***
Sécurité 5 étoiles.*

e)


MONTANA  **PONTIAC**
358 \$/mois**
Location 48 mois
0 \$ comptant

La plus faible consommation d'essence de sa catégorie* et sécurité 5 étoiles.*

f)


SONOMA 

SLS à cabine allongée

248 \$/mois**
Location 48 mois

V6 Vortec, boîte automatique et climatiseur.

g)


AZTEK  **PONTIAC**
369 \$/mois**
Location 48 mois
0 \$ comptant

Gagnante du trophée « APEAL » de J.D. Power.**

h)


CENTURY  **BUICK**

Modèle Custom

375 \$/mois**
Location 48 mois
0 \$ comptant

« Meilleur véhicule intermédiaire haut de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. » selon J.D. Power.

i)


SIERRA 

SL à cabine régulière

298 \$/mois**
Location 36 mois

Boîte automatique, pont arrière autobloquant.

Vos concessionnaires



du Québec

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 2002 en stock suivants : Grand Am (2NE69/1SA, AM9/VK4), Envoy (TT15506/R7A), Grand Prix (ZWP69/R7A), Rendezvous (4BK26/R7A), Montana (ZUN16/R7A), Sonoma (TS10653/R7C), Aztek (2BK46/R7A), Century (4WS69/R7A) et Sierra (TC15903/R7E). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement à l'achat de 0% disponible jusqu'à 36 mois sur Sierra et jusqu'à 48 mois sur Grand Am, Envoy, Grand Prix, Rendezvous, Montana, Aztek, Sonoma, et Century. ** Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (Grand Am : 0 \$, Envoy : 4 719 \$, Grand Prix : 0 \$, Rendezvous : 3 246 \$, Montana : 0 \$, Aztek : 0 \$, Sonoma : 2 155 \$, Sierra : 3 189 \$ et Century : 0 \$). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 575 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 \$ du km après 80 000 km (60 000 km pour Sierra). *** À l'achat, préparation incluse, transport (Rendezvous : 900 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. *Données fournies par le ministère des Ressources naturelles dans le Guide de consommation de carburant 2002. *Rendezvous : Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et les passagers des sièges arrière lors de tests d'impacts latéraux. Montana : Sécurité 5 étoiles pour le conducteur lors de tests d'impacts latéraux. Tests effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. **Étude américaine J.D. Power and Associates 2002 « APEAL » (performances, exécution et agencement automobiles). Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.